

R A P P O R T
A N N U E L
2 0 0 4



Profil

Chiffre d'affaires 2004
163 M€

Activité hors de France
79 %

Effectif
1 614

R & D
8,1 % du CA

Groupe industriel spécialisé dans la conception, le développement et la fabrication de composants électroniques, RADIALL est un acteur reconnu dans ses métiers : les Télécommunications, les applications Militaires et Aéronautiques, l'Automobile.

Très tourné vers l'international, le Groupe est présent sur les cinq continents par le biais de quatorze filiales et d'un réseau actif d'agents et de distributeurs.

Depuis sa création en 1952 par la famille GATTAZ, RADIALL veille au développement équilibré de son capital humain, première ressource de l'entreprise. Ses équipes relèvent les défis incessants de l'innovation, de la productivité et de la compétitivité imposés par les marchés, pour la satisfaction de ses actionnaires et de ses clients, à travers le développement du professionnalisme, de la motivation et du respect de l'éthique, propice à une stratégie de développement sur le long terme.

Afin d'offrir des solutions toujours plus innovantes à ses clients, le Groupe consacre une forte part de ses moyens à la Recherche et au Développement. L'amélioration permanente des technologies et des process industriels est le garant de la pérennité de RADIALL sur ses marchés mondiaux et fortement concurrentiels.

Sommaire

Message du Président	Page 1
Rapport de gestion	Page 11
Comptes consolidés	Page 33
Comptes sociaux	Page 50
Résolutions de l'Assemblée Générale	Page 68
Organes sociaux	Page 71

Message du Président



Forte hausse des ventes et retour aux bénéfices du Groupe RADIALL en 2004

L'année 2004 a-t-elle tenu ses promesses ?

L'exercice 2004 confirme le redressement de RADIALL. Comme nous l'avions indiqué à la communauté financière dès fin 2003, la croissance et les profits ont été au rendez-vous en 2004. Les efforts de tous ont permis au Groupe d'atteindre ses objectifs, à savoir :

- **De baisser encore notre point mort** : les marchés de RADIALL de plus en plus concurrentiels nous ont conduits à baisser encore notre point mort grâce à la poursuite des transferts de certaines productions en zones à bas coûts, à la montée en puissance des achats de pièces en Asie et aux réductions de nos structures.
- **De tirer profit de la reprise de la croissance** : la bonne orientation des marchés télécoms et les débouchés prometteurs dans l'aéronautique civile et militaire ont contribué à la hausse des commandes et du chiffre d'affaires (+ 12,6 %), après trois ans de crise historique de la filière électronique.
- **D'atteindre le retour aux profits** : l'année 2004 affiche une marge opérationnelle de plus de 3 % et un résultat net proche de 4 M€.

Enfin et surtout, nous avons poursuivi la préparation du futur par une politique active de Recherche & Développement et des investissements ciblés.

Pouvez-vous préciser ce dernier point ?

RADIALL a pour vocation d'investir sur le long terme sur des marchés diversifiés à forte valeur ajoutée technologique, avec un double objectif de différenciation par l'innovation et par le service. C'est pourquoi nous avons encore beaucoup investi cette année dans la télématique Automobile, nous avons développé des gammes de produits nouveaux pour les applications Militaires et nous avons utilisé notre savoir-faire "fibre optique" pour des applications prometteuses dans l'Aéronautique. Dans le segment des Télécommunications, nous avons orienté nos recherches sur les créneaux porteurs que sont entre autres les applications WiFi et Wimax, la téléphonie cellulaire de 3^{ème} Génération et le GSM dans les pays émergents.

Avez-vous eu d'autres satisfactions en 2004 ?

Certainement. Je citerais ici la plus prestigieuse : RADIALL a reçu le prix du meilleur fournisseur de l'année 2004 décerné par BOEING, dans la catégorie Composants. Distingué parmi les quelques 10 000 fournisseurs de BOEING, sur des critères rigoureux basés sur la qualité, la performance logistique,

la compétitivité et le service client, RADIALL est le premier spécialiste de la connectique à recevoir ce prix. Cette "Award" récompense des années d'effort et devrait nous donner encore plus de visibilité chez BOEING et ses sous-traitants pour prendre des parts de marché dans leurs applications non seulement civiles mais aussi militaires. Je remercie l'ensemble des collaborateurs qui ont contribué à ce succès par "la qualité exceptionnelle des produits et un service remarquable", d'après les mots mêmes de BOEING.

Comment voyez-vous l'année 2005 ?

La tendance favorable observée en 2004 est en train de s'essouffler un peu à l'heure où nous parlons, en raison principalement du marché des infrastructures Télécoms en perpétuel "stop and go". Pour 2005, nous envisageons une croissance modérée avec un premier semestre un peu en retrait et un rebond sur la dernière partie de l'année. Ce second momentum correspond également au lancement en série d'une importante commande d'antennes tribandes pour GENERAL MOTORS, aux USA, qui devrait apporter du chiffre d'affaires complémentaire au Groupe dès juin.

Au plan de la performance, l'objectif 2005 est d'améliorer encore notre rentabilité même en présence d'un marché moins haussier. Les mesures de productivité, engagées depuis 2001, continueront de produire leurs effets bénéfiques sur la réduction des charges. Et si les taux de change EUR/USD reviennent à des niveaux plus raisonnables, il n'est pas exclu de viser une nette amélioration de nos profits.

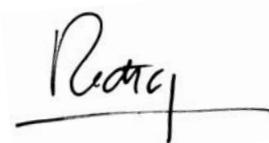
Et au-delà, quel futur pour RADIALL ?

RADIALL dispose d'atouts forts pour envisager l'avenir avec sérénité et poursuivre l'aventure sur le chemin de la croissance et des profits :

- **Une capacité d'innovation forte**, puisque nous avons délibérément maintenu les dépenses de R & D à un haut niveau (environ 8 % du chiffre d'affaires en 2004). L'innovation est le seul moyen de développement pour une société technologique et industrielle comme RADIALL, confrontée à un environnement économique mondialisé, et où les marchés principaux, comme les Télécommunications, se sont massivement déplacés vers l'Asie en quelques années.
- **La maîtrise des process industriels** qui permet à RADIALL de toujours produire "mieux, plus vite et moins cher", avec une baisse simultanée des temps de cycle et des stocks, tout en atteignant 100 % de qualité et de respect des délais de livraison sur la période.
- **Un portefeuille de produits et de marchés diversifié**, qui nous permet d'amortir mieux les fluctuations parfois violentes de certains segments d'activités. RADIALL est présent à la fois dans les Télécommunications et l'Aéronautique civile, mais aussi dans l'Automobile, le Militaire, le Médical ou l'Instrumentation. Les familles de produits complémentaires, telles que les connecteurs coaxiaux ou multicontacts, les antennes, les composants hyperfréquences ou optiques permettent également de limiter les risques de gammes monolithiques et répondent aux technologies porteuses du futur que sont la mobilité "wireless" et le "haut débit", demandées par tous les marchés.
- **Des positions fortes chez de grands clients**, qui garantissent une différenciation concurrentielle pour une croissance pérenne et profitable.
- **Une présence mondiale permettant de répondre à tout type de demande** dans le domaine de la production, du suivi commercial, de l'assistance R & D ou de la logistique .
- **Un bilan financier solide**, puisque la trésorerie nette atteint 26 M€ à fin décembre sans aucun endettement.

Tout ceci sans oublier le talent de nos 1 600 salariés qui, chaque jour, relèvent les défis de la combativité, la créativité et la capacité d'adaptation. Ils sont l'essence même du professionnalisme, de l'exigence de service et de qualité, de l'esprit d'innovation maison que nous souhaitons constamment offrir à nos clients et qui caractérisent RADIALL.

Je les salue et les remercie pour leur confiance et leur engagement dans notre Société.



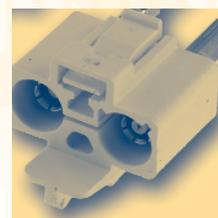
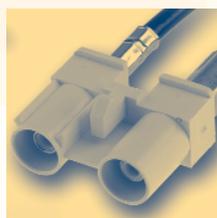
Pierre GATTAZ
Président du Directoire

Les métiers de RADIALL

Communication sans fil

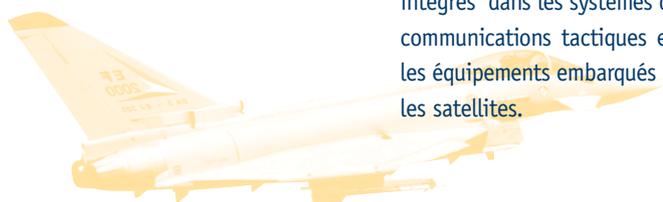


Participer au développement des outils de communication de demain et fournir aux grands équipementiers des solutions d'interconnexion à haute valeur ajoutée pour optimiser les infrastructures et les réseaux wireless.



Innovation pour le Militaire, l'Aéronautique et le Spatial

Proposer une gamme de produits de haute fiabilité répondant aux spécificités techniques complexes de la connectique multi-sigaux intégrés dans les systèmes d'armes, les radio-communications tactiques et stratégiques et les équipements embarqués dans les avions et les satellites.



Télématique Automobile

Participer à l'essor du véhicule intelligent et communicant, qui offrira à ses occupants plus de loisirs et plus de sécurité par l'avènement des technologies "sans fil".





Marchés des Télécommunications

Encore de belles opportunités de croissance pour RADIALL dans le futur

Malgré la forte pression sur les prix qui caractérise ce marché depuis quelques années et le déplacement rapide de cette industrie vers l'Asie (qui en devient l'une des régions les plus consommatrices au monde), les Télécommunications n'en restent pas moins un secteur toujours attirant pour ceux qui savent, parmi les industriels occidentaux, détecter les segments porteurs et séparer le "bon grain de l'ivraie". Ce marché est en effet en perpétuelle évolution et génère tous les ans de nouveaux débouchés portés par l'avènement de nouvelles technologies, notamment en radio.

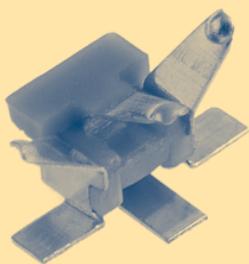
Après la norme **Blue Tooth** apparue en 2001, permettant des communications radio de très courte distance (< 10 mètres) pour relier sans fil des équipements entre eux (PC avec imprimante, mobile avec oreillette...), il y a eu l'avènement du **Wifi** qui sert de référence aujourd'hui aux communications radio hauts débits courte distance (inférieure à 100 mètres). Ce mode de communication est encore très utilisé dans les aéroports, les lieux publics et les réseaux privés au sein de l'univers familial.

Ces deux technologies s'apparentent cependant de plus en plus au marché du "Consumer" et de la bureautique, avec des volumes très élevés et des prix écrasés.

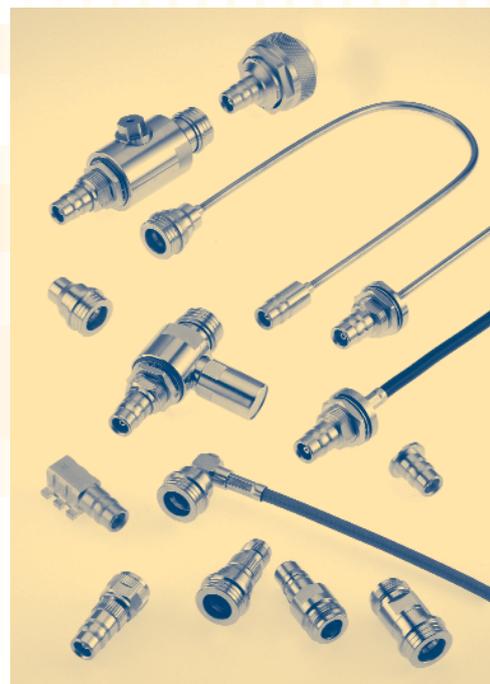
Puis la technologie **Wimax**, dont personne ne parlait encore en 2003, est arrivée sur le devant de la scène en 2004, poussée par un géant des cartes à puces américain qui en a fait l'un de ses chevaux de bataille. Ce nouveau standard permet la communication sans fil de données sur une cinquantaine de kilomètres à des débits très élevés allant jusqu'à 50 Gbits. Les fréquences utilisées se situent pour l'instant entre 2,5 et 11 Ghz. Mais il est déjà évoqué une nouvelle norme Wimax qui utiliserait des fréquences beaucoup plus élevées, autour de 40 Ghz .

Ce dernier marché est nettement plus intéressant pour RADIALL : en effet, plus les fréquences d'utilisation sont hautes, plus les composants associés sont difficiles à réaliser ou à copier.

La **radio téléphonie cellulaire** n'est pas en reste. Les déploiements de la 2G (2^{ème} génération de type GSM, CDMAOne ou TDMA) continuent de se faire dans les régions du monde non équipées (Inde, Russie, Brésil...). En parallèle, se déploient des réseaux **2,5 G** (de type GPRS...) ou encore **2,75 G** (de type Edge...) qui attirent de plus en plus d'opérateurs prêts à offrir davantage de contenu dans leurs offres de service.



Les nouveaux réseaux **3 G** (3^{ème} génération tels que le standard européen W-CDMA, ou encore le CDMA 2000 américain...) permettent des débits théoriques jusqu'à 2 Mbits pour un utilisateur à l'arrêt, ou 200 Kbits en voiture. Ils sont en cours de tests et de déploiement en Europe, en Asie et en Amérique et devraient apporter rapidement des fonctions évoluées de type messagerie interactive, visiophonie et télévision sur les mobiles.



RADIALL est partenaire préférentiel, depuis de nombreuses années, des principaux équipementiers de la radiotéléphonie et de leurs sous-traitants associés et compte bien profiter du fort déploiement à venir de ces réseaux du futur.

Dans le foisonnement de ce vaste marché des télécommunications par radio, on peut rajouter d'autres initiatives, telles que le **DECT** utilisé principalement pour la téléphonie sans fil de proximité (< 300 m), les applications regroupées sous le libellé **WLAN** (Wireless Local Aera Network) pour des fréquences se situant entre 1,5 et 3 Ghz et celles regroupées sous **Hyper Lan** (High Performance Aera Network) ou encore **FWA** (Fixed Wireles Access) pour des fréquences entre 3 et 6 Ghz...

La liste est loin d'être exhaustive, puisqu'il faudrait aussi rajouter les Télécommunications radio utilisées dans les voitures, regroupées sous le nom de Télématique Automobile (GSM, 3G, GPS, TV, DAB...) et dont le marché devrait croître de l'ordre de 15 % par an. Enfin, il y a les radiocommunications militaires de plus en plus présentes sur tous les champs de bataille. Sans oublier les applications Wireless fleurissant dans tous les autres secteurs, comme le médical, la monétique sans fil, les compteurs sans fil électriques ou à gaz, les distributeurs automatiques... La liste est infinie et permet de penser que les débouchés pour RADIALL, spécialiste de composants radio, sont très larges et porteurs.

Les applications les plus intéressantes pour RADIALL seront toutefois celles où les fréquences seront élevées, en général pour des débits de transmission plus importants, ce qui nécessitera des composants plus sophistiqués. La différenciation pourra alors se faire sur l'innovation, les process et la technologie, ou encore la miniaturisation et non pas uniquement sur le prix.

Dénouement d'une success story américaine

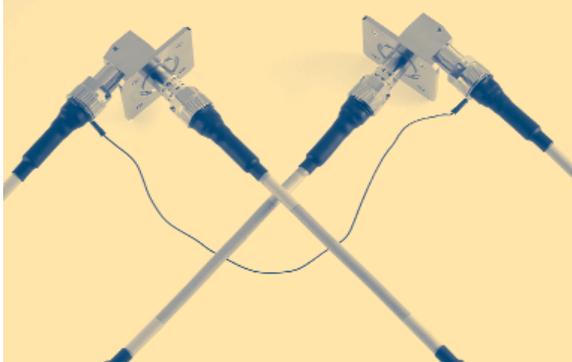
2004 RADIALL nommé par BOEING
"Supplier of the year"

Le succès rencontré par RADIALL, outre atlantique, dans l'Aéronautique, est le résultat d'une stratégie dont les origines remontent au milieu des années 1990. En effet, comme tous les acteurs de l'industrie Aéronautique et de la Défense, RADIALL a souffert de la récession en 1992, suite à la première guerre du Golfe. L'entreprise s'est alors repositionnée sur les marchés des Télécoms et, après avoir adapté sa structure à la conjoncture, RADIALL a mis en place un plan stratégique de développement sur les marchés de l'Aéronautique et de la Défense. Un des piliers de cette stratégie fut la conquête du marché américain.

En 1994, RADIALL prend le contrôle majoritaire d'un fabricant américain de connecteurs filtrés, JERRIK Connecting Devices, en Arizona. L'objectif de cette acquisition est double : apporter une assise industrielle permettant de rendre crédible le partenariat de RADIALL avec les clients américains et enrichir l'offre de produits avec des produits à haute technicité.

Alors que BOEING avait envisagé, à plusieurs reprises, d'utiliser des composants RADIALL, mais n'avait pas franchi le pas par manque de visibilité de RADIALL sur le marché américain, en 1998 une nouvelle opportunité se présente : BOEING remet en question ses choix de connectiques et interroge RADIALL parmi une cinquantaine de connecticiens. La rapidité et le professionnalisme de RADIALL, associés à sa présence locale par le biais de JERRIK,





permettent à RADIALL, pour la première fois, d'être retenu par BOEING. Ce premier succès a permis de construire un climat de confiance entre les deux sociétés qui s'est traduit par un renforcement des relations d'années en années. Outre les connecteurs modulaires EPX qui ont permis la première implantation chez BOEING, RADIALL a depuis su s'imposer dans la connectique rectangulaire, les liaisons fibres optiques

et radiofréquences. Les connecteurs de RADIALL volent sur tous les avions BOEING. Au cours de l'année écoulée, RADIALL a été retenu pour équiper les liaisons optiques de l'Electronic Flight Bag qui équipe les B777 et pour les liaisons faibles pertes des antennes du système haut débit Internet de Connexion By BOEING.

La pénétration du compte BOEING a été un relais formidable de croissance pour RADIALL, non seulement dans l'Aéronautique civile, mais aussi dans les programmes militaires. RADIALL a su capitaliser sur ce succès et sur les synergies avec sa filiale JERRIK pour se rendre plus visible auprès des équipementiers américains, devenant un acteur incontournable de cette industrie. En 2004, deux produits RADIALL ont été retenus au niveau de la standardisation Aéronautique mondiale Arinc : les connecteurs EPX pour les équipements de cuisines (galley) dans les avions et les connecteurs optiques LuxCis pour toutes les nouvelles générations d'équipements intégrant de l'optique.

Ce succès, concrétisé par l'award de BOEING, est le fruit d'une stratégie basée sur l'innovation et le service, mais aussi sur la permanence de l'effort de RADIALL pour se développer sur ces marchés.



L'irrésistible expansion de la Chine



Si l'innovation technologique était majoritairement l'apanage de la Silicon Valley de Californie il y a encore quelques années, elle arrive aujourd'hui de plus en plus fréquemment d'Asie. Tandis que l'Inde s'illustre dans l'Informatique, la Chine, elle, se dresse en nouveau champion des Télécoms, avec un peu moins de trois cents millions d'abonnés au téléphone fixe et autant pour les mobiles.

Pour répondre à cette demande, le marché des équipementiers est ouvert et très compétitif, avec des acteurs locaux importants et des grands groupes occidentaux ou japonais. Tous les acteurs redoublent d'énergie alors que l'attribution des licences de téléphone mobile de troisième génération promet d'ouvrir un énorme marché dans les prochaines années.

Chez RADIALL, la Chine est devenu un enjeu stratégique majeur dès décembre 1995 après l'établissement d'un partenariat avec la Société SHANGHAI ELECTRONICS CO. Le Groupe était déjà présent à Hong Kong depuis de nombreuses années par le biais d'une filiale commerciale.

En juillet 1997 est créée RADIALL SHANGHAI, société toute nouvelle qui allait devenir une entreprise de premier rang dans le secteur des connecteurs coaxiaux. Si les perspectives futures sont excellentes dans ce pays, il n'en demeure pas moins que l'industrie des Télécoms, victime des effets néfastes de l'éclatement de la bulle internet depuis 2001, connaît encore un certain ralentissement.

L'industrie chinoise des Télécommunications, bien que poursuivant une croissance rapide, a elle aussi ressenti les secousses de la récession économique et a su adapter son modèle économique dans sa globalité.

Partant de l'idée de la découverte d'un nouvel eldorado du futur pour les opérateurs et les grands équipementiers à la fin des années 1990, la Chine s'est transformée au cours de la crise 2001-2003 en un gigantesque atelier de montage pour la filière électronique. Aux demandes de baisses drastiques de prix des principaux donneurs d'ordres, les industriels ont répondu dans un premier temps en délocalisant massivement l'assemblage de leurs composants et, au fur et à mesure que l'on atteignait le bas du cycle, ces derniers ont recherché du sourcing local pour l'obtention des composants. Aujourd'hui baptisée "l'usine du monde", la Chine est entrée dans la "cour des grands" de l'électronique et compte comme un acteur majeur du secteur.

Aujourd'hui, RADIALL réalise plus de 12 % de son chiffre d'affaires sur ce territoire (y compris Hong Kong) et RADIALL SHANGHAI effectue pour le compte du Groupe de nombreuses prestations d'assemblage à destination de son propre marché mais aussi en réexportation vers des pays occidentaux. Depuis quelques années et, de manière croissante, des fournisseurs chinois sont homologués par RADIALL et ses clients pour fabriquer des composants en grandes séries. L'objectif 2005 fixé est de doubler la part du sourcing en Chine qui pourrait atteindre 20 % des achats totaux pour les connecteurs coaxiaux.

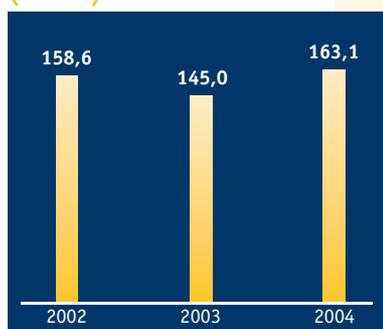
Evolution du chiffre d'affaires par zone géographique (en M€)

	2002	2003	2004
	158,6	145,0	163,1
Europe	82,6	78,9	88,0
Amériques	58,5	42,3	44,5
Reste du monde	17,5	23,8	30,6

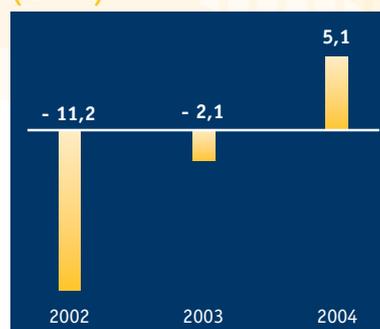
Panorama

économique et boursier

Evolution du chiffre d'affaires
(en M€)



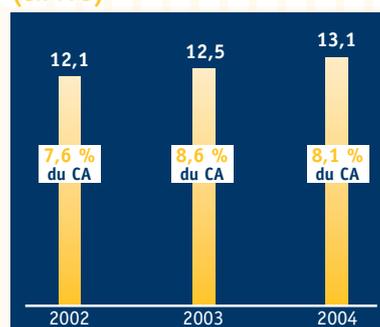
Evolution du résultat d'exploitation
(en M€)



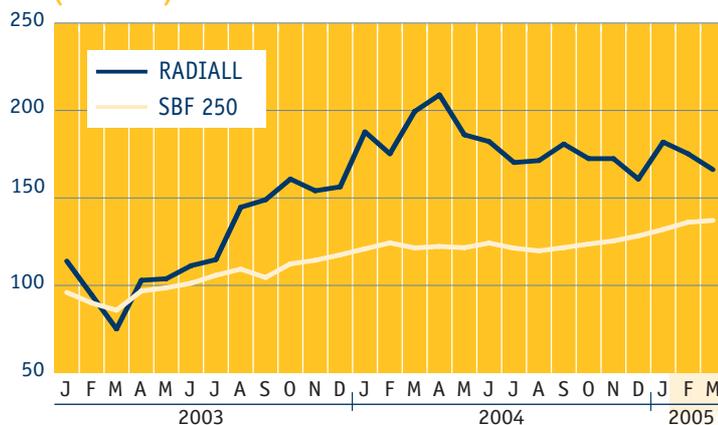
Evolution des effectifs

	2002	2003	2004
Total	1 609	1 585	1 614
France	1 031	995	1 000
Europe (hors France)	109	70	56
Amériques	237	219	230
Asie	232	301	328

Recherche & Développement
(en M€)



Evolution du cours de bourse (en €)
(base 100)



Calendrier prévisionnel de communication

- 24 mai 2005** Assemblée Générale
- 1^{er} juin 2005** paiement des dividendes
- 19 juillet 2005** chiffre d'affaires du 2^{ème} trimestre 2005
- 30 septembre 2005** résultats semestriels 2005
- 14 octobre 2005** chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre 2005
- 20 janvier 2006** chiffre d'affaires annuel 2005

L'action RADIALL est cotée sur l'EUROLIST by EURONEXT compartiment C, intégrée au segment NextEconomy et incluse dans l'indice SBF 250.



Code ISIN FR0000050320
Bloomberg RLL.FP
Reuters RADP.PA

Rapport financier

Sommaire

Rapport de gestion financier	P 11
Rapport de gestion sociale	P 18
Informations nominatives concernant les mandataires sociaux	P 21
Gouvernement d'entreprise et contrôle interne	P 23
Rapport de gestion sur l'environnement	P 29
Rapport des Commissaires aux Comptes sur le contrôle interne de l'information comptable et financière	P 32
Comptes consolidés	
Bilan	P 33
Compte de résultat	P 34
Tableau de flux financiers	P 35
Annexes sur les comptes consolidés	P 36
Notes sur les comptes consolidés	P 40
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	P 49
Comptes sociaux	
Bilan	P 50
Compte de résultat	P 52
Annexes sur les comptes sociaux	P 53
Notes sur les comptes sociaux	P 55
Tableau des filiales et participations	P 63
Résultats financiers des cinq derniers exercices	P 64
Rapport général des Commissaires aux Comptes	P 65
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées	P 66
Rapport spécial du Directoire sur les options de souscription d'actions	P 67
Organes sociaux	P 71

Rapport de gestion financier

Le Directoire du Groupe RADIALL, réuni le 25 mars 2005, sous la présidence de Monsieur Pierre GATTAZ a examiné les comptes consolidés de l'exercice 2004 audités par les Commissaires aux Comptes.

Chiffres clés

(en milliers d'euros)	2004	2003	Variation
Chiffre d'affaires	163 099	144 995	+ 12 %
Résultat d'exploitation	5 130	(2 085)	N/A
Marge opérationnelle	+ 3,15 %	- 1,44 %	
Résultat financier	(1 118)	(829)	- 35 %
Résultat courant	4 012	(2 914)	N/A
Résultat exceptionnel	536	386	+ 39 %
Impôts sur les résultats	116	(1 768)	N/A
Amortissements des écarts d'acquisition	(782)	(840)	- 7 %
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 882	(5 136)	N/A
Cash flow d'exploitation ⁽¹⁾	9 900	3 374	+ 193 %
Capitaux propres (incl. int. minoritaires)	104 109	102 197	+ 2 %
Trésorerie nette ⁽²⁾	25 501	19 396	+ 31 %

(1) CAF + variation du BFR

(2) Disponibilités + VMP + Actions propres – concours bancaires courants

1. Forte hausse des ventes malgré l'impact négatif des taux de change

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé en 2004 à 163 099 milliers d'euros, contre 144 995 milliers d'euros en 2003, soit une hausse sur base historique de + 12,5 %. Les taux de change ont eu un impact fortement négatif de - 4,5 %. A taux de change constant, l'activité serait en augmentation d'environ 17 %.

Le périmètre de consolidation du Groupe a été modifié par l'intégration de la société RADIALL SYSTEMS en août 2004. Cette société a été créée avec un partenaire et est détenue à hauteur de 90 % par RADIALL. Toutefois, le niveau d'activité et les actifs/passifs de cette entité ne sont pas significatifs (< 0,1 % du total).

La croissance du chiffre d'affaires a été plus marquée sur le segment Télécoms, notamment au premier semestre où le marché a profité d'un effet de restockage de composants de la part des équipementiers. Les facturations ont également été soutenues sur les segments aéronautique et militaire. La télématique automobile, où RADIALL ne réalise qu'une faible partie de son activité et dont le développement devrait intervenir courant 2005, est conforme aux objectifs fixés.

Au plan géographique, la zone Asie a enregistré la plus forte progression (+ 28 %) et représente 19 % des ventes, derrière les Amériques (27 %) et l'Europe (54 %). Cette hausse s'explique par le transfert important des sites de production de certains clients Télécoms qui font effectuer en Chine l'assemblage final des stations de base.

Le chiffre d'affaires par zone géographique s'établit de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	2004	2003	Variation
Par activité			
Téléphonie sans fil	71 764	57 273	+ 25 %
Militaire, Aéronautique, Spatial	63 609	59 448	+ 7 %
Télématique automobile	6 524	5 075	+ 29 %
Industriel	21 203	23 199	- 9 %
Par zone géographique			
Europe	87 966	78 863	+ 12 %
Amériques	44 510	42 363	+ 5 %
Reste du Monde	30 623	23 769	+ 28 %
Groupe	163 099	144 995	+ 12,5 %

2. Hausse constante de l'activité sur les quatre trimestres

Les ventes trimestrielles sur les deux derniers exercices se présentent comme suit :

Chiffre d'affaires consolidé (en milliers d'euros)	2004	2003	A/A-1
1 ^{er} trimestre	41 373	36 342	+ 14 %
2 ^{ème} trimestre	43 044	35 792	+ 21 %
3 ^{ème} trimestre	41 289	35 944	+ 15 %
4 ^{ème} trimestre	37 393	36 917	+ 1 %
Total année	163 099	144 995	+ 12,5 %

Après trois années de baisse tendancielle d'activité, liée à la crise historique qu'a connu l'ensemble de la filière électronique, l'exercice 2004 a affiché un rebond d'activité notable. La croissance a été soutenue surtout sur les trois premiers trimestres et contrariée au quatrième trimestre notamment par l'effet défavorable des taux de change.

3. Retour à une marge opérationnelle positive

La marge opérationnelle s'établit à + 3,1 % sur 2004 à comparer à - 1,4 % en 2003.

Les efforts importants de réduction du point mort entamés dès 2002 et le retour à la croissance pour le chiffre d'affaires en 2004 ont permis à RADIALL de retrouver une exploitation bénéficiaire après trois ans de pertes.

Les efforts de productivité ont surtout été sensibles sur les charges de personnel dont le poids relatif par rapport au chiffre d'affaires a baissé de plus de 5 %.

La baisse des coûts et la recherche de flexibilité se sont également traduits par la poursuite du transfert d'une partie de la production sur les filiales asiatiques ou vers des sous-traitants d'assemblage notamment en Tunisie et au Mexique.

Evolution des effectifs	31/12/04	31/12/03	Variation
France	1 000	995	+ 1 %
Europe hors France	56	70	- 20 %
Amériques	230	219	+ 5 %
Asie	328	301	+ 9 %
Total	1 614	1 585	+ 2 %

Le Directoire précise qu'en raison de l'impossibilité de séparer clairement les charges par zone géographique et/ou par activité, il n'est pas possible de fournir un résultat d'exploitation plus détaillé. Les dépenses de R&D représentent environ 8 % du CA et se sont focalisées sur l'innovation technologique nécessaire à l'accompagnement des clients, les travaux d'homologation de nouvelles applications et le développement de la gamme de produits pour l'Automobile.

4. Résultat net 2004 profitable

Le bénéfice net s'élève à 3 882 milliers d'euros à comparer avec - 5 136 milliers d'euros pour le précédent exercice.

Le résultat financier, négatif de 1 118 milliers d'euros, est dû essentiellement à des pertes de change.

Le résultat exceptionnel positif de 536 milliers d'euros comprend entre autres éléments pour 1 890 milliers d'euros de plus-values nettes sur des cessions d'actifs (dont le siège social de Rosny-sous-Bois) et pour 904 milliers d'euros de dotations aux provisions pour charges liées à un plan de sauvegarde de l'emploi touchant 8 personnes sur le site de Voreppe.

Les impôts sur bénéfices et impôts différés s'élèvent à un montant positif de 116 milliers d'euros. Ce chiffre correspond à l'imposition des entités bénéficiaires diminuée pour certaines sociétés (RADIAL SA, RADIAL Ltd et SHANGHAI RADIAL) de l'économie d'impôt résultant de l'utilisation ou de la capitalisation partielle des pertes fiscales reportables non activées au 31/12/2003.

5. Une structure financière toujours solide

Le cash flow lié à l'activité (capacité d'autofinancement + variation du BFR) s'est élevé à 9 900 milliers d'euros en 2004.

Les investissements industriels sont restés à un niveau raisonnable autour de 3,5 % du chiffre d'affaires, soit 5 683 milliers d'euros, en hausse par rapport à 2003 de 51 %.

La dette financière nette est passée de 2 076 milliers d'euros au 31 décembre 2003 à 1 990 milliers d'euros au 31 décembre 2004 et inclut principalement un crédit-bail immobilier et des avances remboursables.

Les disponibilités s'élèvent à 18 935 milliers d'euros à fin 2004. Les VMP, y compris les actions auto-détenues, atteignent en valeur nette 6 733 milliers d'euros. La provision pour dépréciation de 601 milliers d'euros représente la différence entre le prix de revient et la moyenne du dernier mois des cours des actions RADIAL auto-détenues.

La Société a poursuivi en 2004 sa politique de couverture de change afin de se prémunir contre le risque de dévaluation de ses flux futurs et avoirs en devises, notamment en USD. Toutefois, compte-tenu de la forte volatilité des marchés et de la cherté des primes d'options de change, le Groupe a opté pour une couverture partielle.

A la fin de l'exercice 2004, le Groupe disposait dans ses livres de quatre contrats de ventes à terme USD/EUR fermes sur exercice 2005, d'une valeur totale de 1 000 milliers de dollars à un cours moyen de 1,205. Par ailleurs, la Société avait conclu en 2004 deux contrats de terme désactivants pour 7 500 milliers de dollars à un cours moyen de 1,257.

6. Les résultats sociaux

Le chiffre d'affaires s'établit à 116 214 milliers d'euros dont un peu moins de la moitié concerne des flux inter-compagnies.

Le résultat d'exploitation affiche une perte de 2 281 milliers d'euros en amélioration par rapport à l'exercice 2003 où RADIALL SA avait perdu 4 932 milliers d'euros. Cette amélioration est principalement due aux effets bénéfiques de la croissance d'activité (+ 19 %) mais a été contrariée par l'enregistrement de provisions pour dépréciation de stocks sur des composants de l'usine de Voreppe.

Le résultat net est légèrement bénéficiaire pour 370 milliers d'euros notamment grâce à la plus-value immobilière réalisée sur la vente du siège social de Rosny-sous-Bois.

Chiffres clés

(en milliers d'euros)

	2004	2003	Variation
Chiffre d'affaires	116 214	97 310	+ 19 %
Résultat d'exploitation	(2 281)	(4 932)	+ 54 %
Marge opérationnelle	- 2,0 %	- 5,1 %	
Résultat financier	478	(989)	N/A
Résultat courant	(1 803)	(5 920)	+ 70 %
Résultat exceptionnel	1 910	2 000	- 5 %
Impôts sur les résultats	(263)	(281)	- 6 %
Résultat net	370	(3 640)	N/A
Capitaux propres	86 873	87 639	+ 1 %
Trésorerie nette ⁽¹⁾	13 239	7 588	+ 74 %

(1) Disponibilités + VMP + Actions propres – concours bancaires courants.

7. Eléments postérieurs à la clôture

Le Groupe précise qu'aucun événement postérieur à la clôture des comptes 2004 et intervenant avant la date du Conseil de Surveillance statuant sur ces derniers n'a eu lieu.

8. Les perspectives 2005

Le ralentissement perçu au quatrième trimestre 2004 devrait se poursuivre sur le début de l'exercice 2005. Cependant, la montée en puissance des investissements en infrastructures de Téléphonie Cellulaire de troisième génération, la bonne orientation du secteur Aéronautique et le démarrage de la phase série d'une importante commande pour Automobile aux USA devraient permettre à RADIALL d'enregistrer une croissance modérée de son chiffre d'affaires en 2005.

En raison de la forte volatilité des marchés et des risques liés au niveau du dollar, il n'est pas possible de fournir une prévision chiffrée de l'activité 2005 et du résultat d'exploitation prévisionnel.

9. Les nouvelles normes comptables IFRS

Le changement du référentiel comptable qui va s'opérer en 2005 pour les sociétés cotées sur un Marché Réglementé s'appliquera de plein droit à RADIALL.

Initié à la fin de l'année 2003, le comité de pilotage du projet IFRS s'est réuni une fois par mois pour suivre l'avancement des groupes de travail et prendre des décisions sur les options ouvertes.

Les groupes de travail ont pour objectifs d'analyser les impacts financiers et organisationnels des normes et de proposer des plans de mise en œuvre pour permettre à RADIALL d'appliquer les IFRS.

Aujourd'hui, les options principales proposées par les normes ont été définies.

Le logiciel de gestion des immobilisations a été changé et est opérationnel en France. Il est en cours de déploiement pour les principaux sites industriels à l'étranger et sera opérationnel au cours du deuxième trimestre 2005.

Le manuel des procédures comptables est en cours de mise à jour et devrait être finalisé pour la fin juin 2005.

Les impacts prévisibles :

- Le chiffrage des impacts du changement de normes sur les comptes 2004 est en cours de finalisation. Aussi RADIALL ne peut pas donner à ce stade d'informations chiffrées sur les impacts du passage aux IFRS.
- Les principaux impacts identifiés concernent l'actif immobilisé (immobilisations corporelles et incorporelles), les instruments financiers, les stocks-options et actions propres et la présentation des comptes et de l'annexe.

Le Groupe communiquera sur les impacts IFRS au niveau du bilan d'ouverture au 01/01/2004 lors de la publication de ses comptes semestriels 2005 en IFRS fin septembre 2005.

10. Rapport technologique, Recherche et Développement

R&D	2003	2004
En M€	12,5	13,1
% du CA	8,6 %	8,1 %

RADIALL a amplifié ses efforts de Recherche et Développement sur 2004. Les dépenses ont augmenté de 4 % par rapport à 2003 et dépassent 8 % du chiffre d'affaires.

En 2004, RADIALl a notamment orienté ses études dans le domaine de la connectique embarquée pour l'Aéronautique avec des projets de connecteurs de coupure, permettant de relier les différents tronçons de l'avion lors de l'assemblage final, ou de nouveaux connecteurs dérivés de la gamme EPX dont l'objectif est d'assurer l'étanchéité des cloisons.

RADIALl a également été sélectionné par le comité de normes internationales ARINC pour le concept de contact optique LuxCis dont les débouchés prometteurs dans l'avenir toucheront le divertissement à bord et les applications hauts débits. Apportant ainsi l'expérience acquise dans le domaine des Télécoms, RADIALl a pu développer une solution pour environnement plus sévère en divisant le prix, réputé très élevé, de la fibre optique par quatre.

Pour les Télécommunications, le Groupe a développé un micro-relais CMS capable de véhiculer de la puissance dans les fréquences habituellement réservées aux Télécoms (applications de redondance pour les stations de base).

La Télématic Automobile a conduit les ingénieurs de RADIALl à lancer un projet connu sous le nom de R3C, qui est parti du constat qu'il n'existait pas de connecteur coaxial capable de pouvoir associer de bonnes performances électriques et mécaniques à une facilité et une rapidité de mise en œuvre et surtout une sécurité de processus (vérification automatique de l'interface et de l'efficacité du sertissage). L'originalité de la solution retenue a été de pouvoir câbler un connecteur coaxial conditionné en bobine en une seule opération. Cette prouesse technique a fait l'objet d'un dépôt de brevet. Pour le client, cela se traduira par une réduction de coûts au niveau de la phase assemblage connecteur sur câble. Cette innovation permettra la réalisation de cordons en mode automatique.

RADIALl a également lancé une gamme de relais à haute répétabilité pour le marché de l'instrumentation nommée Platinum dont l'objectif est de renforcer sa présence sur le segment industriel.

11. Mémento de l'actionnaire

Evolution de l'action

En €	Plus haut	Plus bas	Dernier	BNPA (Groupe)
2000	218,00	76,00	180,00	7,84
2001	184,30	45,00	79,50	(1,98)
2002	80,00	29,50	35,95	(6,60)
2003	63,00	26,05	56,20	(2,40)
2004	75,70	53,90	57,80	1,46

Structure du capital

	31/12/04		31/12/03	
	% actions	% droit de vote	% actions	% droit de vote
Société d'investissement RADIALl*	27,0	31,6	27,9	32,9
HODIALl*	33,4	39,5	32,8	38,4
Pierre GATTAZ	12,0	14,0	12,4	13,4
Public et divers**	27,6	14,9	26,9	15,3

* Holdings regroupant les intérêts des familles GATTAZ dans RADIALl.

** Les actions recensées détenues directement ou indirectement par le personnel représentent moins de 0,2 % du total.

Au 31 décembre 2004, RADIALL détenait, au titre du contrat d'animation et d'options d'achat, 17 680 actions, soit 0,79 % du capital.

Plans d'options d'actions

N° plan	Date assemblée	Date attribution	Nombre d'options		Prix de souscription ou d'achat €	Nombre d'actions restant à émettre	Echéances limites des levées d'options
			Souscription	Achat ⁽¹⁾			
6	05/1994	04/2000	500	10 800	108,00	500	03/2005
7	05/1994	03/2001		1 875	150,00	0	03/2006
8	05/2001	11/2003	14 200		59,00	14 200	11/2007

(1) Modifié par l'AGE du 30 mai 1995 (remplacement d'options de souscription par des options d'achat).

Dividendes distribués au titre des trois derniers exercices (en €)

Il n'y a pas eu de dividendes versés au titre des trois derniers exercices.

Pour information, le capital a été converti en euros sans référence à une valeur nominale.

Proposition à l'AGO pour l'exercice 2004

Le Directoire a proposé à l'AGO de distribuer un dividende de 0,50 € par action et d'affecter le bénéfice social comme suit :

Bénéfice de l'exercice 2004	369 673,68 €
Report à nouveau débiteur	(9 915 335,69) €

Soit un montant de (9 545 662,01) €
affecté en totalité en diminution de la Réserve Générale à hauteur de (9 545 662,01) €

Le montant de la réserve générale devient :

69 251 112,58 - 9 545 662,01 = 59 705 450,57 €

La distribution d'un dividende de 0,50 € (cinquante centimes d'euro) par action, soit un montant de 1 108 980,00 € sera prélevée sur la réserve générale dont la dotation est de 59 705 450,57 € après affectation du résultat et passera à 58 596 470,57 € après la distribution des dividendes.

A l'occasion de cette distribution, RADIALL sera soumis au versement d'un prélèvement exceptionnel de 25 % du total distribué. La somme versée au titre de ce prélèvement donnera immédiatement naissance à une créance sur le Trésor utilisable par tiers pour le paiement de l'IS afférent au résultat de l'exercice clos après la distribution et au résultat de chacun des deux suivants, l'excédent non imputé étant immédiatement remboursable en 2008.

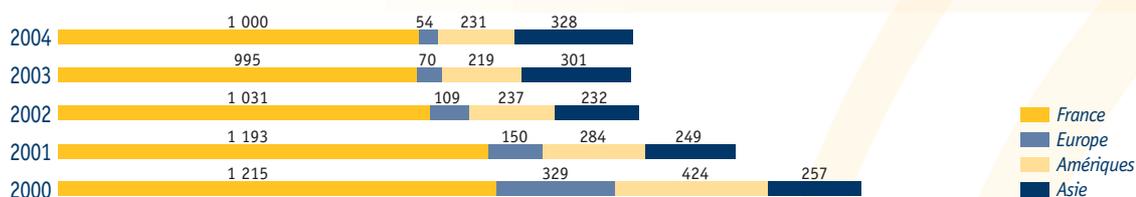
Délégation de pouvoir en cours de validité donnée au Directoire pour réaliser des augmentations de capital

Date de l'AGE	Nombre d'actions	Utilisations antérieures	Utilisations 2004	Objet
Mai 2001	30 000	0	0	Stock-options

Rapport de gestion sociale

1. Les ressources humaines 2004

1.1. Effectifs à fin de période



1.2. Types de contrats

Au 31/12/04	CDI	CDD
2004	1 574	39
2003	1 525	60
2002	1 596	13
2001	1 826	50
2000	2 134	91

1.3. Répartitions

Au 31/12/04	Hommes	Femmes	Total France	Dont temps partiel	Hommes	Femmes	Total Etranger	Dont temps partiel
2004	503	497	1 000	92	341	272	613	6
2003	500	495	995	91	334	256	590	6
2002	526	505	1 031	91	314	264	578	7
2001	606	587	1 193	53	367	316	683	9
2000	616	599	1 215	51	488	523	1 011	19

La main d'œuvre extérieure

Moyenne de la période	2000	2001	2002	2003	2004
France					
Intérimaires	269	197	115	129	144
Régie			6,0	6,1	8,7
Etranger					
Intérimaires	185	90	61	135	241

Les mouvements du personnel sur la période

	Au 31/12/03		Embauches		Départs		Au 31/12/04	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
France	958	37	43	53	39	52	962	38
Europe	69	1	6	1	22	1	53	1
Amériques	219	0	73	0	61	0	231	0
Asie	279	22	76		47	2	308	20
	1 525	60	198	54	169	55	1 554	59

2. Evolution des effectifs

Les effectifs en France, constitués pour 52 % de cadres et techniciens et pour 48 % d'ouvriers, ont été stabilisés, avec quelques créations d'emplois pour accompagner le développement du secteur Militaire et Aéronautique.

Afin de rationaliser les capacités de R&D sur les produits Antennes et de réduire certaines structures, un plan de réorganisation a été présenté aux partenaires sociaux en décembre 2004, qui débouchera sur 5 suppressions de poste.

Au total sur l'Europe, l'effectif permanent est passé de 1 027 à 1 015 personnes, avec la poursuite de l'optimisation des structures.

En Asie, le développement de l'activité et des fabrications porte l'effectif total, tous types de contrats confondus, à 537 personnes (+ 113).

Aux Etats-Unis, l'effectif permanent est en hausse de 5 %, résultat à la fois de la croissance et d'une optimisation des sites (fermeture du site sur la côte Est et optimisation de la répartition des ressources entre les deux autres sites).

Les recrutements effectués n'ont pas donné lieu à des difficultés particulières.

3. Temps de travail

France

L'organisation du temps de travail est régi par l'accord d'Entreprise "ARTT" de l'année 2000. Le personnel bénéficie de contrats de travail sur 212 jours annuels pour le personnel cadre autonome, ou pour les autres d'un temps de travail effectif hebdomadaire de 35 heures avec modulation annuelle et horaires variables, avec une large pratique des horaires dits "décalés" pour l'utilisation étendue des installations industrielles.

L'effectif de 92 personnes à temps partiel, dont l'horaire pratiqué est de 50 % à 80 % de l'horaire normal, est équivalent à un effectif temps plein de 64.

Un système de Compte Epargne Temps est en place pour porter des jours de congés ou de réduction du temps de travail non pris : un avenant à l'accord CET a été signé dans l'année pour permettre une sortie en argent.

Le taux d'absentéisme présenté est calculé des absences suivantes : maladie, accidents travail et trajet, maternité, garde enfants malades, absences autorisées ou non autorisées payées ou non payées, grèves,

Congés Individuel de Formation. Il est en diminution de 0,6 point et se répartit en : "petit absentéisme" (absences d'une durée inférieure à 22 jours) : 1,63 %, et 3,44 % pour les autres absences.

Etranger

Le temps de travail est organisé selon les législations locales applicables.

4. Emploi et insertion des travailleurs handicapés, œuvres sociales

L'obligation d'emploi des travailleurs handicapés a été remplie au cours de l'exercice à raison de 66 % par des emplois et le solde par la contribution financière obligatoire.

5. Formation

En sus des contributions et cotisations obligatoires, l'entreprise a engagé des actions pour son plan de formation pour un coût global de 642 880 euros, soit 2,46 % de la masse salariale.

Ces actions ont concerné 1 002 stagiaires et les 16 600 heures de formation se sont réparties sur 4 axes principaux : techniques des métiers (46 % des dépenses), informatique et bureautique (26 %), management et communication (16 %), langues étrangères (12 %), management de la qualité (9 %), complétées par des actions sur la sécurité.

6. Autres éléments du bilan social de RADIAL SA

	2000	2001	2002	2003	2004
Rémunérations*					
Masse salariale annuelle totale	26 233 349 €	30 873 475 €	28 401 751 €	25 502 724 €	26 185 160 €
Intéressement/Participation	10 195 640 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Hygiène et sécurité					
Nbre d'accidents de travail avec arrêt	27	25	21	16	18
Conditions de travail					
Horaire hebdomadaire moyen	35 H temps travail effectif depuis le 1/07/2000				
Formation					
Dépenses de formation	736 073 € 2,81 %	1 252 751 € 4,06 %	622 832 € 2,19 %	551 831 € 2,16 %	642 880 € 2,46 %
Relations professionnelles					
Accords collectifs	Accord ARTT Accord CET	Accord d'intéressement		Accord d'intéressement	Avenant CET
% absentéisme	5,49 %	5,68 %	5,85 %	5,66 %	5,07 %

* sources : DADS

Informations nominatives concernant les mandataires sociaux

(article L 225-102-1 du Code de Commerce)

Rémunération nette (y compris avantages en nature et jetons de présence) versée au cours de l'exercice 2004 aux mandataires sociaux par RADIALL

Monsieur Yvon GATTAZ (96 293 euros), Monsieur Didier LOMBARD (3 333 euros), Monsieur Robert PAPIN (3 333 euros), Monsieur Pierre GATTAZ (137 084 euros), Monsieur P. Michel CHURG (101 695 euros), Monsieur André HERNANDEZ (37 174 euros).

Liste des mandats dans toute société au 31/12/2004

Yvon GATTAZ, Président du Conseil de Surveillance
Date de première nomination : 17/12/1993
Echéance du mandat en cours : 2006
Egalement Président du Conseil de Surveillance d'HODIALL.

Geneviève GATTAZ, Membre du Conseil de Surveillance
Date de première nomination : 17/12/1993
Echéance du mandat en cours : 2006
Egalement membre du Conseil de Surveillance d'HODIALL.

Bruno GATTAZ, Membre du Conseil de Surveillance
Date de première nomination : 17/12/1993
Echéance du mandat en cours : 2006
Egalement Vice-Président du Conseil de Surveillance d'HODIALL.

Robert PAPIN, Membre du Conseil de Surveillance
Date de première nomination : 19/09/1997
Echéance du mandat en cours : 2009

Didier LOMBARD, Membre du Conseil de Surveillance
Date de première nomination : 20/05/2003
Echéance du mandat en cours : 2009
Egalement administrateur d'ORANGE et de THOMSON et membre du Conseil de Surveillance de ST MICRO-ELECTRONICS.
Président-Directeur Général de FRANCE TELECOM.

Pierre GATTAZ, Président du Directoire
Date de première nomination : 04/01/1994
Echéance du mandat en cours : 2006
Egalement Président du Directoire d'HODIALL, Cogérant de RADIALL GmbH, Président du Conseil d'Administration de RADIALL Ltd, RADIALL ELETTRONICA, RADIALL BV, RADIALL AMERICA, RADIALL JERRIK, RADIALL DO BRASIL, FUTURISTICS COMPONENTS Inc, RADIALL ASIA, RADIALL PROTECTRON, Administrateur de SHANGHAI RADIALL, NIHON RADIALL KK, RADIALL INTERNATIONAL Ltd, Directeur de RADIALL Inc.

P. Michel CHURG, Membre du Directoire
Date de première nomination : 10/02/1995
Echéance du mandat en cours : 2006
Egalement membre du Directoire d'HODIALL, Cogérant de RADIALL GmbH, Président de RADIALL AB, Administrateur de RADIALL ELETTRONICA, RADIALL BV, RADIALL AMERICA, FUTURISTICS COMPONENTS Inc, RADIALL ASIA, RADIALL PROTECTRON, SHANGHAI RADIALL, NIHON RADIALL KK, RADIALL INTERNATIONAL Ltd.

André HERNANDEZ, Membre du Directoire

Date de première nomination : 21/11/2003

Echéance du mandat en cours : 2009

Egalement Président de RADIALL JERRIK et de RADIALL AMERICA, Vice-Président du Conseil d'Administration de RADIALL Inc.

Autre rémunération nette (y compris avantages en nature) versée au cours de l'exercice 2004 aux mandataires sociaux par des filiales ou des sociétés contrôlantes

Rémunération versée par les sociétés contrôlées par RADIALL : Monsieur André HERNANDEZ (165 649 euros).

Rémunération versée par la société HODIALL participant au contrôle de RADIALL : Monsieur Yvon GATTAZ (25 000 euros), Monsieur Pierre GATTAZ (89 145 euros), Monsieur P. Michel CHURG (57 713 euros).

Autres avantages assimilés à des rémunérations

Stocks-Options détenues par les mandataires sociaux au 31/12/2004 : Monsieur P. Michel CHURG (900), Monsieur André HERNANDEZ (1 825).



Comité de Direction du Groupe RADIALL

*De gauche à droite : André HARTMANN - P. Michel CHURG - Michel MOLLES - Dominique BUTTIN
- Denis BLEY - Pierre GATTAZ - Jean-Pierre WILSCH - André HERNANDEZ*

Gouvernement d'entreprise et contrôle interne

Conformément aux dispositions de l'article L 225-68 du Code de Commerce, Monsieur Yvon GATTAZ a présenté, lors du Conseil de Surveillance du 25 mars 2005, son rapport sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

Les messages clés de ce rapport sont les suivants :

1. Organes d'administration et de Direction de RADIAL SA

RADIAL SA est une société anonyme ayant opté pour une administration de forme dualiste à Conseil de Surveillance et Directoire.

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire et donne au Directoire des autorisations préalables à la conclusion des opérations que ce dernier ne peut accomplir sans son autorisation.

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toutes circonstances au nom de la Société sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la Loi au Conseil de Surveillance et aux assemblées d'actionnaires.

Les pouvoirs du Directoire ont été limités au-delà des dispositions légales par l'article 18 des statuts. Ce dernier prévoit que les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, la fondation de sociétés ou tous apports à des sociétés constituées ou à constituer ainsi que toutes prises d'intérêt dans ces sociétés doivent être préalablement autorisés par le Conseil de Surveillance. Ces limitations sont inopposables aux tiers.

Le Directoire, comme le Conseil de Surveillance, se réunit au moins une fois par trimestre, le Directoire présentant un rapport au Conseil de Surveillance tous les trois mois conformément aux dispositions légales.

Le Conseil de Surveillance et le Directoire ne se sont pas dotés de comités spécialisés.

2. Composition et fonctionnement des organes d'administration

Le Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé de cinq (5) membres, dont deux (2) indépendants.

Le Conseil s'est réuni quatre fois en 2004.

En moyenne, sont présents aux séances les deux tiers des membres.

Les principaux domaines d'intervention du Conseil de Surveillance pour 2004 ont été les suivants : examen des comptes et approbation du rapport de gestion, évolution des membres du Conseil de Surveillance, rémunération du Président du Conseil de Surveillance, discussion des rapports d'activité trimestriels du Directoire, examen des conventions réglementées, approbation du rapport sur les plans d'options, évolution des structures et participations du Groupe, projets de croissance externe, prise en compte de la Loi de Sécurité Financière, modifications statutaires, autorisation au Directoire de constituer des sûretés et de garantir les engagements de filiales.

Le Directoire

Le Directoire est composé des trois (3) membres.

Le Directoire s'est réuni quatre fois en 2004.

Tous les membres étaient présents aux réunions.

Les principaux domaines d'intervention du Directoire pour 2004 ont été les suivants : arrêté du rapport d'activité trimestriel, arrêté des comptes et documents prévisionnels et émission du rapport de gestion, émission du rapport sur les plans d'options, émission de la liste des conventions réglementées, prise en compte de la Loi de Sécurité Financière, modifications statutaires, évolution structurelle et du périmètre du Groupe, demande d'autorisation au Conseil de Surveillance de constituer des sûretés et de garantir les engagements de filiales.

3. Contrôle interne au sein du Groupe RADIAL

Les fondamentaux du contrôle interne

Les procédures de contrôle interne en vigueur chez RADIAL ont pour objet :

- D'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;
- D'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la Société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la Société ;

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Les valeurs d'intégrité et d'éthique sont des préoccupations importantes du Groupe depuis de nombreuses années et sont regroupées sous une Charte RADIAL, s'articulant autour de :

Trois objectifs :

- "Satisfaction des clients" pour exister ;
- "Epanouissement des hommes" pour construire ;
- "Prospérité pour l'entreprise" pour durer.

Et sept valeurs :

- "Éthique" : agir avec intégrité et respecter nos engagements ;
- "Excellence" : être les meilleurs dans nos activités ;
- "Anticipation" : prévenir les risques et préparer les changements ;
- "Rigueur financière" : défendre une liberté essentielle, l'indépendance financière ;
- "Innovation" : progresser par des idées nouvelles ;
- "Adaptabilité" : savoir évoluer pour gagner ;
- "Mondialisation" : s'adapter aux exigences internationales.

Les acteurs du contrôle interne

Le contrôle interne du Groupe RADIALL est sous la responsabilité du Comité des Directions Opérationnelles (CDO) qui regroupe les trois membres du Directoire et cinq autres Directeurs. Il se réunit toutes les deux semaines.

Par ailleurs, RADIALL fait l'objet de contrôles externes nombreux de la part de certains clients en particulier dans les secteurs Militaire, Aéronautique, Spatial, Automobile et Télécommunications. Ces audits couvrent à la fois les aspects techniques, financiers et de certains éléments de maîtrise des risques.

Au niveau du Groupe, le contrôle interne s'organise autour de Directions Opérationnelles et des Directions Fonctionnelles suivantes :

- la Direction Générale Adjointe,
- la Direction Finances,
- la Direction Systèmes d'Informations,
- la Direction des Relations Humaines,
- la Qualité Groupe.

La cartographie des risques

Le Groupe a réalisé courant 2004 une cartographie des risques majeurs, comme prévu dans le plan d'actions du rapport 2003. Pour ce faire, une équipe projet comprenant des représentants de la Direction Financière et la Qualité a été constituée. Après avoir défini un référentiel des risques majeurs, elle a procédé à divers entretiens avec des membres de la Direction en leur demandant d'évaluer les risques majeurs selon une échelle pré-définie en terme d'impact et en terme de fréquence, en fonction des conséquences sur le résultat, les hommes et les actifs du Groupe et de pondérer ces risques pour ne retenir que les principaux.

La politique d'assurance du Groupe

D'une manière générale, la Société a le souci de limiter ses risques financiers. C'est ainsi que RADIALL a mis en place une politique de couverture visant à transférer sur des compagnies d'assurances ou à des banques, des risques dont les conséquences financières ne seraient pas supportables par le Groupe.

Le Groupe a notamment souscrit des polices mondiales pour les dommages aux biens (incluant la perte d'exploitation), la responsabilité civile (tant générale que produits) et les avaries transports. Ont également fait l'objet d'une couverture spécifique le risque clients, le risque de pollution graduelle ou accidentelle dans les sites sensibles, le risque aéronautique et certains risques relatifs à certaines catégories de personnel.

Au cours de l'année 2004, le Groupe a lancé un appel d'offre généralisé sur l'ensemble de ses polices d'assurances visant à vérifier l'adéquation de ses polices aux conditions de marché (garantie, primes, franchises...). Le résultat de cet appel d'offre a conduit le Groupe à optimiser certaines couvertures dont notamment l'ARC produit après livraison, pour l'adapter aux contraintes de son nouveau débouché Automobile.

Il est à noter qu'aucun changement n'est intervenu dans la qualité du courtier, ni dans le nom des assureurs qui ont été reconduits en 2005.

Enfin de manière régulière, le Groupe fait appel à des contrats à terme ou optionnels pour couvrir une partie de ses risques de change et de taux.

Les éléments clés du système de contrôle interne mis en place par la Société

Le système de contrôle interne s'articule autour de :

- **Manuel de procédures** dans le cadre de certifications qualité en tant qu'outil de formalisation et de pilotage des processus commerciaux, d'études, d'achats, d'investissements et de production et de validation de leur fonctionnement par des audits interne et externe réguliers.
- Organisation des **délégations de signature** pour les engagements d'achats et d'investissements, les demandes d'embauche, les conclusions de contrats commerciaux et les opérations de banques, ainsi que pour l'ensemble des processus ISO (production, qualité, commercial...) faisant l'objet de procédures de validation spécifiques.
- **Processus budgétaire** s'appuyant sur l'ensemble des fonctions et des hommes clés du Groupe.
- **Recours à un ERP centralisé** couramment utilisé sur le marché et auxquelles sont reliées, de manière centralisée, la plupart des entités du Groupe. Ce logiciel est installé sur un ordinateur central unique hébergé chez un prestataire extérieur de renom qui assure un accès continu et les sauvegardes nécessaires. Le Groupe a, par ailleurs, opté pour une gestion centralisée des accès aux différents systèmes opérants. Des sécurités ont été mises en place pour contrôler les utilisateurs de la messagerie, de l'ERP et d'une manière générale de l'ensemble des serveurs partagés.

Le contrôle juridique et opérationnel exercé par la société mère sur les filiales

Dans tous les cas, RADIALL dispose d'un contrôle majoritaire sur ses filiales. Il s'exerce par l'intermédiaire d'une présence effective aux Conseils d'Administration qui se tiennent selon les règles locales de chaque pays et dans lequel le Groupe a une voix prépondérante chaque fois que la Loi l'autorise.

Sur le plan opérationnel, les filiales ont des objectifs financiers chiffrés dans le cadre d'un budget local ayant fait l'objet de discussions et de validation au sein du CDO.

Les filiales disposent d'une autonomie de gestion relativement large pour réaliser les objectifs budgétaires mais sont tenues de respecter certaines procédures Groupe.

Principaux audits réalisés

L'Audit Interne a effectué 3 audits en filiale : à RADIALL Inc et RADIALL JERRIK pour évaluer le contrôle interne au niveau des engagements de dépenses financiers et sociaux, à RADIALL PROTECTRON pour une revue générale de leur système d'information.

4. Contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable de la société mère

Organisation de la fonction comptable

La fonction est structurée autour d'un service comptabilité centrale, basé au siège et de comptabilités Usines.

La comptabilité centrale a en charge les tâches suivantes :

- comptabilité clients,
- règlements fournisseurs,
- trésorerie,
- paie,

- consolidation et réconciliation des flux inter-sociétés,
- comptabilité générale,
- établissement des liasses fiscales et relations avec l'Administration.

Les comptabilités Usines traitent principalement l'enregistrement des factures fournisseurs (biens, services et immobilisations).

Pour l'essentiel, le principe de séparation des fonctions (enregistrement/ paiement) est respecté.

Comité IFRS

Le comité de pilotage du projet IFRS a pour objectif de présenter des comptes conformes aux normes IFRS lors de la publication des comptes de juin 2005 (en septembre 2005). Parmi les moyens utilisés pour atteindre cet objectif, figure la rédaction d'un manuel des procédures comptables.

Les procédures relatives aux normes IFRS ayant un impact financier ou organisationnel important seront finalisées au début du 2^{ème} trimestre 2005.

Le chiffrage des impacts du changement de normes sur les comptes 2004 est en cours de finalisation. Aussi RADIALL ne peut donner, à ce stade, d'informations chiffrées sur les impacts du passage aux IFRS.

Organisation des systèmes d'information comptable et financière

La comptabilité fait partie intégrante de l'ERP et s'articule autour d'un plan de comptes unique valable pour l'ensemble du Groupe.

A toutes les écritures de comptabilité générale touchant aux comptes de résultats et à certains comptes de bilan sont associées des écritures analytiques permettant d'établir le reporting mensuel de gestion.

Procédures d'élaboration de la consolidation des comptes

La consolidation des comptes est effectuée sur un logiciel propre largement diffusé sur le marché et fonctionnant en client/serveur.

Une personne dédiée à la consolidation est sous la responsabilité directe de la Chef Comptable. Ces personnes sont régulièrement formées sur les évolutions réglementaires d'une part et sur les fonctionnalités de l'outil informatique d'autre part.

RADIALL procède à deux consolidations par an au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. Un planning précis de consolidation est remis à l'avance à chaque société du Groupe dans une optique prévisionnelle et de raccourcissement des délais.

Avant d'être intégrées et vérifiées dans le logiciel de consolidation, les entités saisissent leur liasse standard sur un tableur normé, disposant de contrôle de cohérence permettant de fiabiliser la qualité de l'information fournie. Une revue critique est effectuée et, à tout moment, le service de consolidation peut vérifier à l'aide d'un accès distant aux comptabilités ERP des filiales l'adéquation des liasses avec les chiffres locaux.

Suivi des provisions

Deux fois par an, pour la clôture au 30 juin et au 31 décembre, la Direction Générale et la Direction Financière passent en revue l'ensemble des postes de provisions inscrites au bilan des différentes sociétés.

Ces provisions sont ajustées, au mieux de la connaissance et selon les estimations qui peuvent en être faites, dans un souci constant de respect du principe de prudence.

Relations avec les Commissaires aux Comptes

Les comptes sociaux et consolidés font l'objet d'un audit complet au 31 décembre et d'une revue limitée au 30 juin. Des réunions de préparation, d'avancement et de synthèse ont régulièrement lieu avec les deux cabinets.

Dans les principales filiales, un des Commissaires aux Comptes du collège est également auditeur local. Devant la croissance de l'activité en Asie, le Groupe a décidé de nommer, à compter de 2005, un des auditeurs du collège sur deux filiales en Chine.

Un plan d'audit est discuté annuellement avec les Commissaires aux Comptes. Il permet d'orienter certains travaux sur des domaines de risques particuliers.

5. Plan d'actions pour 2005

Dans un souci d'amélioration permanente du contrôle interne du Groupe, le Conseil de Surveillance de RADIAL a transmis des recommandations au Directoire pour l'exercice 2005.

Celles-ci s'articulent autour des axes suivants :

- Etablissement d'une cartographie des risques opérationnels qui analyse, pour un processus (commercial, production, études, finances, ressources humaines...), les domaines critiques et la manière dont le Groupe appréhende ces risques ;
- Formalisation d'un plan d'audit interne dont l'orientation dépendra des risques recensés dans la cartographie ci-dessus.

Rapport de gestion sur l'environnement

Ce rapport de gestion sur l'environnement est basé sur l'activité des sites industriels de la société RADIALL. Il prend en compte :

- les impacts des activités sur l'environnement,
- les mesures prises pour limiter ces impacts,
- la prévention des situations d'urgence,
- les objectifs donnés aux filiales.

1. Plan d'actions pour 2005

Consommation des ressources en France

Les consommations d'eau, de matières premières et d'énergie des quatre sites industriels français de RADIALL ne sont pas significatives. Ceci est dû aux activités développées sur ces sites.

- La consommation d'eau à usage industrielle s'élève à 14 200 m³. Un seul prélèvement en nappe alluviale est réalisé à hauteur de 1 800 m³. Les consommations en eau du Traitement de Surface du site de Voreppe ainsi que du refroidissement du site de l'Isle d'Abeau, sont les plus représentatives avec respectivement 4 400 m³ et 8 500 m³ d'eau consommée. Cette consommation est en baisse de 20 % par rapport à 2003 grâce à la mise en place de systèmes de refroidissement en circuit fermé. Un gain de 3 500 m³ a ainsi été réalisé.
- La consommation d'énergie totale est égale à 12,6 MWh dont 4,9 MWh de gaz pour le chauffage et 7,7 MWh pour l'électricité.

La sensibilisation du personnel sur la notion d'efficacité énergétique a permis en 2004 de stabiliser la consommation alors que la production a sensiblement augmenté.

La prise en compte des sources d'énergies renouvelables n'est pas encore réalisée sur les différents sites industriels.

Au niveau des matières premières, le laiton de décolletage ainsi que les plastiques sont les matières les plus utilisées. Le laiton représente ainsi 220 tonnes pour le site de Voiron.

Conditions d'utilisation des sols

L'utilisation des sols se limite à l'implantation des bâtiments et des parkings. Il n'existe pas de dépôts de matières sur sol ni d'épandage.

Des rétentions ont été installées sous les machines d'usinage de Voiron.

Des déshuileurs sont mis en place lors de l'aménagement des aires de stationnement conformément à la réglementation en vigueur.

Rejets dans l'air

La partie la plus importante des rejets est constituée par les émissions des chaudières à gaz. Celles-ci sont entretenues et vérifiées afin de limiter au mieux ces rejets.

Les solvants de nettoyage, essentiellement dégraissant non chloré, trichloréthylène, dichlorométhane et hydrofluoroéther, représentent 5,7 tonnes d'émission.

Les rejets d'extraction des baignoires de traitement de surface (acide, cyanure) sont peu significatifs en quantité mais d'impact plus important.

Rejets dans l'eau

Le site de Voreppe est celui représentant le plus de risque pour l'environnement. Il possède une station de détoxification permettant de traiter les eaux et bains usés de l'unité de traitement de surface.

Les rejets sont inférieurs à 15 m³ par jour et respectent le seuil des 8 litres par m² de surface produite.

Des mesures sont faites quotidiennement et envoyées aux autorités afin de surveiller les émissions de polluants (cyanure, métaux et DCO). Un manuel d'auto surveillance a été établi avec l'Agence de l'Eau afin d'améliorer continuellement la qualité des rejets et les moyens d'analyse.

Deux sites d'usinage ont des rejets issus d'activité de tribofinition de l'ordre de 1 à 5 m³ par jour.

Des mesures internes de bruit sont faites sous l'égide des Comités d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) et des médecins du travail de chaque site.

RADIALL n'a reçu aucune plainte relative à des nuisances sonores ou olfactives.

Déchets

- Les Déchets Industriels Banals (DIB) produits par l'ensemble des sites représentent 217 tonnes. Le taux de valorisation est de 40,5 % hors reprise des chutes d'usinage.

Ils sont constitués de papier, cartons, ferraille, copeaux, chute de plastique, déchets de cantine.

Le tri du polyéthylène a été mis en place à Voreppe en 2004.

- Les Déchets Industriels Spéciaux (DIS) représentent 78 tonnes.

La plus grande partie est générée par le traitement de surface : bains cyanurés et métalliques fortement concentrés. Ils sont traités en externe par des entreprises agréées.

Les boues d'hydroxydes métalliques issues du retraitement des eaux de Voreppe représentent 24 tonnes. Elles sont stockées en centre d'enfouissement.

Les huiles de coupe ainsi que les solvants usagés sont envoyés en recyclage.

Aucun rejet dans le sol n'est effectué sous forme liquide ou solide.

2. Les mesures prises pour l'environnement

Des plans d'actions d'amélioration continue sont en place sur chacun des sites.

Ils contiennent des actions correctives et préventives issues d'audit ou de suivi des évolutions réglementaires.

Ces actions ont permis en 2004 :

- de continuer la réduction des consommations d'eau,
- de diminuer les quantités de polluants rejetés,
- d'améliorer la gestion des déchets industriels spéciaux,
- de lancer le vaste programme d'élimination du plomb, du chrome hexavalent, du cadmium des produits RADIALL conformément à la directive européenne RoHS.

Le site de Voreppe possède un Système de Management de l'Environnement basé sur le référentiel ISO 14001. Ce système est certifié depuis mai 2001, il a été renouvelé en 2004.

L'intégration avec le système de management de la qualité est réalisée et apporte une meilleure efficacité de fonctionnement.

La certification ISO 14001 est également obtenue et renouvelée pour le site de Shanghai.

Les principaux sous-traitants sont questionnés ou audités sur leur capacité à respecter l'environnement.

Les investissements liés à l'environnement, réalisés en 2004, représentent un montant total de 53 000 €. L'amélioration des rejets en nickel ainsi que la régulation du pH de la station de détoxification compte pour 36 000 €.

Les investissements prévus pour 2005 sont d'environ 19 000 € ; ils portent sur la réduction des consommations d'eau, la filtration des solvants et l'amélioration des rejets du traitement de surface.

Un responsable environnement est présent sur chacun des sites. Il a pour mission le suivi des actions d'amélioration, la réception des nouvelles exigences réglementaires et la mise en conformité.

L'information du personnel se fait par le biais de panneaux de communication ainsi que par des réunions mensuelles ou d'équipes.

Une sensibilisation à l'environnement variable selon les sites est faite pour tout nouvel embauché.

Aucune indemnité n'a été versée par RADIAL pour cause de pollution et aucune action de réparation n'a été engagée contre RADIAL en 2004.

Des plans d'urgence pour limiter d'éventuelles pollutions sont en place et testés lorsque cela est possible (déversements accidentels, exercice incendie).

Des plans ETARE (ETablissement REpertorié) sont établis avec les services départementaux de secours pour Voreppe et l'Isle d'Abeau.

3. Les objectifs donnés aux filiales

A travers la Politique Environnement Groupe, les objectifs donnés aux filiales sont les suivants :

- respect des réglementations applicables,
- engagement de prévention des pollutions par une amélioration de la gestion des déchets,
- Promotion du respect de l'environnement auprès du personnel.

L'usine de Shanghai (Chine) comporte une ligne de traitement de surface.

La consommation d'eau représente 13 300 m³, l'énergie électrique 1,4 MWh.

35 tonnes de déchets industriels banals et 27 tonnes de déchets industriels spéciaux ont été produits en 2004.

La sensibilisation à l'environnement des nouveaux embauchés est effectuée à leur arrivée.

Complémentaire à son système de management de l'environnement certifié ISO 14001, le site à été évalué comme un des plus performants, au niveau environnemental, par le gouvernement chinois.

Les dépenses liées à l'environnement se sont portées à 7 000 € en 2004.

Rapport

des Commissaires aux Comptes

établi en application du dernier alinéa de l'article L 225-235 du Code de Commerce, sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance de la Société RADIALL SA pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière – exercice clos le 31 décembre 2004

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de la Société RADIALL SA et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L 225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil de Surveillance de votre Société conformément aux dispositions de l'article L 225-68 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

Il appartient au Président du Conseil de Surveillance de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la Société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L 225-68 du Code de Commerce.

Fait à Antony et La Défense, le 25 avril 2005

Christian COMERMAN

MAZARS & GUERARD
Denis GRISON

Comptes consolidés

BILAN CONSOLIDÉ au 31 décembre 2004

Actif (en K€)

	31/12/03	31/12/04
Ecarts d'acquisition	3 611	2 733
Immobilisations incorporelles	682	455
Immobilisations corporelles	22 625	19 701
Immobilisations financières	1 213	870
Actif immobilisé	28 131	23 759
Stocks et en-cours	43 756	41 675
Clients et comptes rattachés	28 562	29 563
Autres créances et comptes de régularisation	16 697	16 832
Titres auto-détenus	862	1 047
Valeurs mobilières de placement	7 067	5 686
Disponibilités	11 699	18 935
Actif circulant	108 643	113 738
Total actif	136 774	137 497

Passif (en K€)

	31/12/03	31/12/04
Capital	3 381	3 381
Primes	11 211	11 211
Réserves consolidées	90 688	83 793
Résultat part du Groupe	(5 321)	3 234
Capitaux propres Groupe	99 959	101 619
Réserves consolidées des minoritaires	2 053	1 842
Résultat des minoritaires	185	648
Intérêts minoritaires	2 238	2 490
Provisions pour risques et charges	4 225	4 067
Emprunts et dettes financières	2 076	1 990
Fournisseurs et comptes rattachés	15 563	13 726
Autres dettes et comptes de régularisation	12 713	13 605
Dettes	30 352	29 321
Total passif	136 774	137 497

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE au 31 décembre 2004

(en K€)	2003	2004
Chiffre d'affaires	144 995	163 099
Autres produits d'exploitation	12 799	6 999
Achats consommés	(47 367)	(52 402)
Charges de personnel	(56 218)	(54 598)
Autres charges d'exploitation	(40 282)	(42 613)
Impôts et taxes	(3 127)	(4 173)
Dotations aux amortissements et provisions	(12 885)	(11 182)
Résultat d'exploitation	(2 085)	5 130
en % CA	- 1,4 %	3,1 %
Charges et produits financiers	(829)	(1 118)
Résultat courant des entreprises intégrées	(2 914)	4 012
Charges et produits exceptionnels	386	536
Impôts sur les résultats	(1 768)	116
Résultat net des entreprises intégrées	(4 296)	4 664
Amortissements des écarts d'acquisition	(840)	(782)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(5 136)	3 882
Intérêts minoritaires	185	648
Résultat net part du Groupe	(5 321)	3 234
Nombre d'actions	2 217 960	2 217 960
Résultat par action (en €)	(2,40)	1,46

TABLEAU DE FLUX FINANCIERS

(en K€)

	2003	2004
Opérations d'exploitation		
Résultat net	(5 321)	3 235
Part des minoritaires dans le résultat sociétés intégrées	185	648
Dotations nettes aux amortissements et provisions	6 054	8 281
Plus et moins values de cession	21	(1 890)
Impôts différés	670	(1 473)
Capacité d'autofinancement	1 609	8 801
Variation de stocks	408	1 160
Variation des créances d'exploitation	(2 806)	(165)
Variation des dettes d'exploitation	1 480	(808)
Variation des autres actifs et passifs circulants	2 548	883
Variation du besoin en fonds de roulement	1 630	1 070
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 239	9 871
Opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(47)	(214)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 765)	(5 822)
Acquisition d'immobilisations financières	(41)	(121)
Cessions d'immobilisations	415	3 155
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(2 438)	(3 002)
Opérations de financement		
Variation de capital et intérêts minoritaires*	135	(174)
Dividendes versés aux minoritaires	(275)	(278)
Encaissements provenant d'emprunts	243	405
Remboursement d'emprunts	(323)	(427)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	220	(474)
Incidences des variations de taux de change	(1 177)	(475)
Variation de trésorerie	(596)	5 920
Trésorerie à l'ouverture	19 130	18 534
Trésorerie à la clôture	18 534	24 454

* y compris mouvements sur actions propres.

Annexes

sur les comptes consolidés

Faits significatifs

Après trois années de baisse tendancielle d'activité, liée à la crise historique qu'a connu l'ensemble des marchés de RADIAL, l'exercice 2004 a affiché un rebond d'activité notable.

Le Groupe a clôturé ses comptes par une marge opérationnelle supérieure à 3 % du chiffre d'affaires et un résultat net positif autour de 4 millions d'euros.

Parmi les événements significatifs, le Groupe a procédé à la cession de son siège social de Rosny sous Bois et a lancé, en décembre 2004, un plan de sauvegarde pour l'emploi touchant huit postes de travail essentiellement sur le site de Voreppe.

Au plan bilantiel, des efforts ont été faits pour réduire le besoin en fonds de roulement. L'entreprise a par ailleurs généré un cash flow important, qui conjugué à la maîtrise des investissements, a permis d'augmenter la trésorerie disponible de manière significative.

1. Principes comptables

Les comptes consolidés de la Société RADIAL sont arrêtés conformément à la loi du 3 janvier 1985, à son décret d'application du 17 février 1986 et à l'arrêté du 22 juin 1999 concernant le règlement 99-02 du CRC.

1.1 Méthodes de consolidation

Les sociétés contrôlées exclusivement sont consolidées par intégration globale. Il n'y a pas de sociétés contrôlées conjointement ou dans lesquelles RADIAL exerce une influence notable. La consolidation est réalisée à partir de comptes arrêtés au 31 décembre 2004 pour toutes les sociétés consolidées.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

1.2 Conversion des comptes et états financiers des sociétés étrangères exprimés en devises

Les bilans des sociétés étrangères sont convertis en euros au taux de change de fin de période ; les comptes de résultat sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inclus dans les capitaux propres au poste "écart de conversion".

1.3 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction ; les créances et dettes libellées en devises à la clôture de l'exercice sont converties au taux de clôture ; les écarts de conversion sont inscrits aux comptes de résultat.

1.4 Dépenses de Recherche et Développement

Les frais de Recherche et Développement sont enregistrés en totalité en charges de l'exercice.

2. Méthodes d'évaluation

2.1 Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan pour leur coût historique ou leur valeur d'apport.

2.1.1 Immobilisations incorporelles

Les écarts d'acquisition résultent de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de situation nette correspondante réestimée et retraitée aux normes du Groupe. Ils sont amortis linéairement

sur des durées comprises entre 5 et 10 ans. Au cas par cas, lorsqu'il y a un risque de perte de valeur, une accélération de l'amortissement de l'écart d'acquisition peut être constatée dans les résultats.

Les autres immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur valeur historique et sont amorties de façon linéaire sur des durées comprises entre 1 an et 5 ans.

2.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût historique. Elles sont amorties selon le mode linéaire, sur la base des durées suivantes :

- constructions : 20 ans
- équipements techniques et industriels : 3 à 7 ans
- autres immobilisations corporelles : 5 à 10 ans

Les contrats de location financement relatifs aux biens mobiliers (matériels de bureaux, véhicules) sont traduits dans les comptes consolidés comme une location de biens dans la mesure où l'utilisation de la méthode préférentielle aurait eu sur le bilan et le compte de résultat un impact non significatif.

Les autres biens financés par le crédit-bail et présentant les caractéristiques d'une acquisition sont capitalisés.

2.2 Titres de participation non consolidés

Les titres de participation sont valorisés au coût d'acquisition. Si cette valeur est supérieure à la valeur d'usage, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence. La valeur d'usage est la quote-part de capitaux propres que les titres représentent, le cas échéant corrigée, pour tenir compte des perspectives de développement et des résultats.

2.3 Stocks et en-cours

Les stocks de matières et composants achetés sont principalement valorisés selon la méthode du coût d'obsolescence. Les risques d'obsolescence sont estimés sur la base des consommations historiques et des prévisions d'écoulement lorsqu'elles sont disponibles. Les produits, dont les durées d'écoulement sont comprises entre 12 et 24 mois, sont provisionnés à 30 %. De 24 à 36 mois, la provision est de 70 %, au-dessus de 36 mois le taux est de 95 %. Les produits n'ayant aucune durée d'écoulement sont provisionnés à 100 %. Les produits nouveaux ou rattachés à un contrat client spécifique ne sont pas provisionnés. Lorsqu'un risque particulier est identifié, une provision adéquate est constituée.

En outre, un coefficient de pondération ou d'accélération est appliqué à ces taux de dépréciation suivant divers critères techniques et commerciaux (phase de vie du produit, marché à évolution technologique rapide...)

2.4 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale ; elles sont dépréciées par voie de provision en cas de risque de non-recouvrement. Dans plusieurs pays (France, Allemagne, Royaume Uni et Hollande), les sociétés du Groupe font appel à l'assurance-crédit pour couvrir les impayés.

2.5 Valeurs mobilières de placement, titres auto-détenus et trésorerie nette

Les valeurs de placement et disponibilités nettes sont évaluées au plus bas de leur valeur d'acquisition et de leur valeur de marché. Les actions auto-détenues sont destinées soit à l'animation du cours de bourse, soit à servir des plans de stocks-options. La valeur de marché de ces actions est calculée sur la base de la moyenne du dernier mois de cours de bourse.

La trésorerie nette est constituée des titres autos-détenus, des VMP nettes de provisions et des disponibilités déduction faite des découverts et lignes à court terme.

2.6 Impôts différés

La charge d'impôt sur le résultat correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Ces dernières sont calculées selon la méthode du report variable sur toutes les différences existant de façon temporaire entre les résultats comptables d'un exercice et les bases retenues pour le calcul de l'impôt ; elles sont calculées en prenant en compte le taux futur d'impôt sur les sociétés à sa date d'application.

Lorsque les entités fiscales sont en situation déficitaire, les actifs d'impôts sont limités au montant des passifs d'impôts différés enregistrés, si leur recouvrement n'est pas jugé probable, sauf si la possibilité de report en arrière de déficits fiscaux est définitivement acquise.

2.7 Provisions pour risques et charges

2.7.1 Provisions pour indemnités de départ à la retraite

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays, les engagements sont comptabilisés en charges à la valeur la plus probable de la réalisation.

Les indemnités pour fin de carrière dues aux salariés, estimées à partir de paramètres statistiques prenant en compte l'ancienneté, l'âge, et la revalorisation probable des rémunérations, sont prises en charge dans les comptes de l'entreprise par le transfert partiel de leur gestion à une compagnie d'assurances et par le biais de provisions pour la partie complémentaire.

2.7.2 Autres provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en-cours rendent probables.

2.8 Instruments financiers

Le Groupe utilise des couvertures d'assurance ou des instruments financiers pour gérer ou limiter son exposition aux risques de variation des taux de change et des taux d'intérêt le cas échéant ; les pertes et profits liés à ces opérations sont comptabilisés en opérations financières.

3. Autres informations

3.1 Evolution du périmètre de consolidation

En 2004, il y a eu la création de la Société RADIALL SYSTEMS, filiale de la Société RADIALL VENTURES CAPITAL à 90 % et au capital de 100 K€.

3.2 Information sectorielle

RADIALL a une activité principale prépondérante qui est la fabrication de connecteurs et composants associés trouvant leurs débouchés dans les applications électroniques.

Pour améliorer la connaissance de l'entreprise et de ses applications, RADIALL fournit la répartition de son chiffre d'affaires et certaines informations disponibles par zone géographique.

3.3 Eléments postérieurs à la clôture

Le Groupe précise qu'aucun événement postérieur à la clôture des comptes 2004 et intervenant avant la date du Conseil de Surveillance statuant sur ces derniers n'a eu lieu.

**Sociétés consolidées
par intégration globale**

	Ville	Pays	% d'intérêt	% de contrôle
RADIALL SA	Rosny s/bois	France	100	100
RADIALL VENTURES CAPITAL	Rosny s/bois	France	80	80
RADIALL SYSTEMS	Rosny s/bois	France	90	90
RADIALL Ltd	Perivale	Grande-Bretagne	100	100
RADIALL GmbH	Rödermark	Allemagne	100	100
RADIALL B.V	Hoevelaken	Pays Bas	100	100
RADIALL A.B.	Sollentuna	Suède	100	100
RADIALL ELETTRONICA SRL	Assago	Italie	100	100
RADIALL AMERICA	Vancouver	USA	100	100
JERRIK CONNECTING DEVICES Inc	Tempe	USA	100	100
RADIALL INCORPORATED	Vancouver	USA	100	100
FUTURISTICS COMPONENTS Inc	Waterbury	USA	100	100
RADIALL DO BRASIL COMPONENTES EL. LTDA	Rio de Janeiro	Brésil	99,37	99,37
RADIALL ELECTRONICS (ASIA) Ltd	Kowloon	Hong Kong	55	55
RADIALL INTERNATIONAL Ltd	Kowloon	Hong Kong	100	100
RADIALL PROTECTRON Ltd	Bengalore	Inde	51	51
NIHON RADIALL KK	Tokyo	Japon	65	65
SHANGHAI RADIALL ELECTRONICS CO. Ltd	Shanghai	Chine	75,95	80

Notes

sur les comptes consolidés

1. Ecart d'acquisition

En K€	31/12/03	Acquisitions	Dotations	Ecarts de conversion	Reprises	31/12/04
Valeurs brutes	9 930			(459)		9 471
Amortissements	(6 319)	0	(782)	363		(6 738)
Valeurs nettes	3 611	0	(782)	(96)	0	2 733

2. Immobilisations incorporelles

En K€	31/12/03	Reclassement	Acquisitions	Ecarts de conversion	Cessions	31/12/04
Frais d'établissement	124			(6)		118
Brevets et licences	5 441	1	214	(31)	(615)	5 010
Fonds commercial	446			(27)	0	419
Autres immobilisations incorporelles	128	0	0	(5)	0	123
Total valeurs brutes	6 139	1	214	(57)	(615)	5 670

En K€	31/12/03	Reclassements	Acquisitions	Ecarts de conversion	Cessions	31/12/04
Frais d'établissement	104	0	5	(5)		104
Brevets et licences	4 926	(27)	427	(28)	(613)	4 685
Fonds commercial	301		22	(19)		304
Autres immobilisations incorporelles	126	(27)		(5)		121
Total amortissements	5 457	(27)	454	(57)	(613)	5 214

3. Immobilisations corporelles

En K€	31/12/03	Reclassements	Acquisitions	Ecarts de conversion	Cessions	31/12/04
Terrains*	1 178	0	8	(19)	315	852
Constructions*	22 960	(82)	391	(189)	(2 979)	20 101
Immobilisations techniques	70 071	143	4 288	(851)	(3 364)	70 287
Autres immobilisations	8 802	83	712	(179)	(672)	8 746
Immobilisations en cours	794	(144)	106	(9)	0	747
Avances et acomptes	192	(192)	178	0	0	178
Total valeurs brutes	103 997	(192)	5 683	(3 402)	(7 330)	100 911

* Dont 1 829 K€ de biens financés par crédit-bail.

En K€	31/12/03	Reclassements	Acquisitions	Ecarts de conversion	Cessions	31/12/04
Constructions*	14 169	(49)	1 050	(59)	(2 719)	12 392
Immobilisations techniques	60 072	0	5 596	(611)	(3 335)	61 722
Autres immobilisations	7 131	48	676	(144)	(615)	7 096
Total amortissements et provisions	81 372	(1)	7 322	(814)	(6 669)	81 210

* Dont 246 K€ de dotations aux amortissements pour les biens financés par crédit-bail.

3bis. Immobilisations corporelles nettes par zone géographique

En K€	2003	2004	Variation %
Europe	16 885	14 174	- 16 %
Amériques	3 917	3 847	- 2 %
Reste du Monde	1 823	1 680	- 8 %
Total	22 625	19 701	- 13 %

4. Immobilisations financières

En K€	31/12/03	Acquisitions	Ecarts de conversion	Cessions	31/12/04
Autres titres immobilisés	1 117			(117)	1 000
Autres immobilisations financières	267	121	(5)	(168)	215
Total valeurs brutes	1 384	121	(5)	(285)	1 215

Les autres titres immobilisés font l'objet d'une dépréciation de 345 K€.

5. Stocks et en-cours

En K€	31/12/03	31/12/04	Variation
Matières premières et approvisionnements	40 904	38 442	(2 462)
En-cours de biens et services	4 927	4 656	(271)
Produits intermédiaires et finis	18 234	17 445	(789)
Total valeurs brutes	64 065	60 543	(3 522)
Provisions matières premières et approvisionnements	(14 852)	(14 678)	174
Provisions produits finis	(5 457)	(4 190)	1 267
Total provisions	(20 309)	(18 868)	1 441
Valeurs nettes	43 756	41 675	(2 081)
% de provisions	31,7 %	31,2 %	

5bis. Stocks et en-cours par zone géographique

En K€	31/12/03	31/12/04	Variation %
Europe	33 073	30 202	- 9 %
Amériques	7 199	7 043	- 2 %
Reste du Monde	3 484	4 430	27 %
Total	43 756	41 675	

6. Evolution des en-cours clients

En K€	31/12/03	31/12/04	Variation
Clients	29 783	30 953	1 170
Provisions	(1 221)	(1 390)	(169)
Valeur nette	28 562	29 563	1 001
% de provisions	4,1 %	4,5 %	

7. Evolution des autres créances

En K€	31/12/03	31/12/04	Variation
Avances et acomptes sur commandes	77	189	107
Autres créances	4 455	2 559	(1 896)
Impôts société	1 464	2 300	836
Carry back	7 125	7 125	0
Impôts différés actif	2 536	3 866	1 330
Comptes de régularisation	1 040	798	(242)
Total	16 697	16 832	135

Hormis les créances de carry back et d'impôts différés, toutes les créances ci-dessus ont une échéance inférieure à 1 an.

8. Trésorerie nette

En K€	31/12/03	31/12/04	Variation
Autres valeurs mobilières	7 067	5 686	(1 381)
Disponibilités	11 699	18 935	7 236
Trésorerie à l'actif	18 766	24 621	5 855
Découverts et lignes CT	(232)	(167)	65
Trésorerie nette (hors titres auto-détenus)	18 534	24 454	5 920
Titres auto-détenus	1 622	1 648	26
Provisions sur titres	(760)	(601)	159
Valeur nette des titres auto-détenus	862	1 047	185
Trésorerie nette (avec titres auto-détenus)	19 396	25 501	6 105

Les autres valeurs mobilières de placement ont principalement été acquises au quatrième trimestre 2004. Leur valeur est proche de leur valeur de clôture, sans plus-value potentielle significative. Le portefeuille des autres valeurs mobilières de placement est essentiellement constitué de SICAV et FCP monétaires ou assimilés.

9. Capitaux propres

En K€	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat Groupe	Part du Groupe	Réserves minoritaires	Résultats minoritaires	Parts des minoritaires
31 décembre 2002	3 381	11 211	110 194	(14 646)	110 140	2 738	(64)	2 674
Affectation résultat N-1			(14 646)	14 646	0	(64)	64	0
Résultat N				(5 321)	(5 321)	0	185	185
Distribution de dividendes					0	(275)	0	(275)
Ecart de conversion			(4 860)		(4 860)	(346)	0	(346)
31 décembre 2003	3 381	11 211	90 688	(5 321)	99 959	2 053	185	2 238
Affectation résultat N-1			(5 321)	5 321	0	185	(185)	0
Résultat N				3 235	3 234		648	648
Distribution de dividendes					0	(255)		(255)
Variation de périmètre					0	10		10
Ecart de conversion			(1 574)		(1 574)	(151)		(151)
31 décembre 2004	3 381	11 211	83 793	3 235	101 619	1 842	648	2 490

Le capital social de la Société Mère n'a pas subi de changement en 2004. Il s'élève à 3 381 268 € pour 2 217 960 actions sans valeur nominale.

Au 31 décembre 2004, les plans d'options de souscription en cours sur la Société Mère sont les suivants :

- ouvertes au 1^{er} janvier 2004 : 14 700
- ouvertes dans l'année : 0
- exercées dans l'année : 0
- devenues caduques : 0
- ouvertes au 31 décembre 2004 : 14 700

Il n'y a pas d'autres plans d'options dans les filiales.

Les actions nominatives détenues par le même titulaire depuis au moins 4 ans, bénéficient du droit de vote double.

10. Provisions pour risques et charges

En K€	31/12/03	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de changes et reclassement	31/12/04
Impôts différés passif	203	39	(33)		(6)	203
Indemnités de fin de carrière	1 220	51				1 271
Risques techniques et commerciaux	530	133	(494)	(20)	1 145	1 294
Restructuration	373	938	(357)		7	961
Autres risques	1 899	169	(310)	(250)	(1 170)	338
Total	4 225	1 330	(1 194)	(270)	(24)	4 067

La reprise non utilisée de 250 K€ correspond à un accord transactionnel dont le montant payé a été inférieur au montant provisionné.

10bis. Indemnités de départ à la retraite

Hypothèses	2003	2004
1) Age de départ à la retraite	63	63
2) Taux d'évolution des salaires	3,0 %	2,8 %
3) Taux d'inflation	2,0 %	2,0 %
4) Taux de rendement du fonds collectif	4,5 %	4,5 %
5) Turnover	2,5 %	3,5 %
Engagement total en K€	2 676	2 760
Engagements confiés à une compagnie d'assurance	1 456	1 489
Engagements passés en provisions pour risques et charges	1 220	1 271
6) Table de mortalité TV88/90		
7) Modalité de départ : 100 % à l'initiative du salarié		

11. Echancier des emprunts et dettes financières

en K€	31/12/03	- 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans	31/12/04
Avances remboursables	548		658		658
Contrats de crédit-bail	1 297	138	622	405	1 165
Crédit de trésorerie	231	167			167
Total	2 076	305	1 280	405	1 990
Dettes en euro	1 938	289	1 156	405	1 850
Dettes en USD	16	0			0
Dettes autres devises	122	16	124		140
Total	2 076	305	1 280	405	1 990

12. Autres dettes

En K€	31/12/03	31/12/04
Avances sur commandes	698	405
Impôts sur les bénéfices	1 221	1 756
Autres dettes fiscales et sociales	8 729	9 725
Dettes sur immobilisations	751	425
Autres dettes et comptes de régularisations	1 314	1 294
Total	12 713	13 605

13. Instruments financiers

13.1 Risques de change

L'entreprise, dans le cadre de sa politique de couverture contre l'exposition aux risques de change, a mis en place les opérations suivantes au 31 décembre 2004 :

- ventes à terme fermes €//\$: 1 000 K\$ au cours moyen de 1,205,
 - ventes à terme optionnelles €//\$: 7 500 K\$ au cours moyen de 1,257.
- Ces ventes à terme ont une échéance inférieure à 1 an.
La valeur de ces contrats au 31 décembre 2004 est évaluée à + 46 K€.

13.2 Risques de taux

L'entreprise, dans le cadre de sa politique de couverture contre l'exposition aux risques de taux et afin de couvrir les échéances du crédit-bail (cf note §11), a mis en place l'opération suivante au 31 décembre 2004 :

- échange de conditions d'intérêts : Swap jusqu'au 1^{er} janvier 2012 entre Euribor 12 mois et Euribor 3 mois avec plafond à 3 % et barrière désactivante à 4,65 % sur un montant de 1 450 K€ (amortissable linéairement de 200 K€ annuellement jusqu'au 1^{er} janvier 2012).

14. Autres informations

Le montant du carnet de commandes clients à la fin décembre 2004 s'élève à 40 646 K€.

15. Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique

En M€	2003		2004		Variation %
	M€	%	M€	%	
France	30,7	21 %	35,0	21 %	14 %
Autres pays d'Europe	48,1	33 %	53,0	32 %	10 %
Amériques	42,3	29 %	44,5	27 %	5 %
Reste du Monde	23,8	16 %	30,6	19 %	29 %
Total	144,9	100 %	163,1	100 %	13 %

16. Autres produits d'exploitation

En K€	2003	2004	Variation %
Production stockée	943	(697)	
Production immobilisée	388	167	- 57 %
Subvention d'exploitation	83	0	
Reprises sur amortissements & provisions d'exploitation	7 389	5 619	- 24 %
Transfert de charges d'exploitation	2 725	1 216	- 55 %
Autres produits	1 271	694	- 45 %
Total	12 799	6 999	- 45 %

17. Achats consommés

En K€	2003	2004	Variation %
Achats de matières & approvisionnements	43 892	50 669	15 %
Variation de stocks	3 475	1 733	- 50 %
Total	47 367	52 402	11 %

18. Effectif et frais de personnel

En K€	2003	2004	Variation %
Salaires	41 857	39 815	- 5 %
Charges sociales	14 361	14 783	3 %
Total	56 218	54 598	- 3 %
France	37 305	37 372	0 %
International	18 913	17 225	- 9 %
Total frais de personnel	56 218	54 598	- 3 %
Effectifs	2003	2004	Variation %
France	989	1 000	1 %
International	577	613	6 %
Effectif moyen	1 566	1 673	3 %

18bis. Rémunérations des mandataires sociaux de RADIALL SA

En €	Fonction	Rémunérations nettes ⁽¹⁾⁽²⁾	Jetons de présence ⁽²⁾
Monsieur Yvon GATTAZ	Président du Conseil de Surveillance	92 960	3 333
Monsieur Didier LOMBARD	Membre du Conseil de Surveillance		3 333
Monsieur Robert PAPIN	Membre du Conseil de Surveillance		3 333
Monsieur Pierre GATTAZ	Président du Directoire	137 084	
Monsieur P. Michel CHURG	Membre du Directoire	101 695	
Monsieur André HERNANDEZ	Membre du Directoire	202 823	

(1) Avantages en nature compris.

(2) Versés par RADIALL SA et ses filiales.

19. Autres charges d'exploitation

En K€	2003	2004	Variation %
Autres achats non stockés	5 848	6 522	12 %
Services extérieurs	33 534	35 570	6 %
Autres charges	900	521	- 42 %
Total	40 282	42 613	6 %

20. Frais de Recherche et de Développement

Le montant des frais de R&D, enregistré en totalité en charges sur l'exercice, s'élève à 13,1 M€.

21. Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation

En K€	2003	2004	Variation %
Amortissements sur immobilisations	9 392	7 777	- 17 %
Provisions sur actif circulant	2 817	3 125	11 %
Provisions pour risques charges	676	280	- 59 %
Total	12 885	11 182	- 13 %

22. Résultat financier

En K€	2003	2004
Différence positive de change	2 374	23
Intérêts et produits assimilés	425	1 765
Reprises de provisions	1	159
Total produits financiers	2 800	1 947
Différence négative de change	3 306	2 516
Intérêts et charges financières	257	375
Dotations aux provisions financières	66	174
Total charges financières	3 629	3 065

23. Résultat exceptionnel

En K€	2003	2004
Sur opérations de gestion	34	50
Sur opérations en capital	190	2 955
Reprises de provisions	4 765	595
Total produits exceptionnels	4 989	3 600
Sur opérations de gestion	3 970	670
Sur opérations en capital	211	1 065
Dotations aux provisions	422	1 329
Total charges exceptionnelles	4 603	3 064

Le résultat exceptionnel résulte principalement de la plus-value réalisée sur la cession du siège de Rosny (1 845 K€) et de coûts de restructuration en France (904 K€).

24. Impôt sur les résultats

24.1 Validation de l'impôt

En K€	2003	2004
Résultat avant impôts	(3 368)	3 766
Impôts théoriques aux taux applicables dans chaque pays	1 103	(572)
Impact des charges non déductibles et revenus non taxables*	(204)	(279)
Impôts différés non constatés sur déficit de la période	(2 531)	(335)
Constataion de produits d'impôts non activés antérieurement		825
Crédit d'impôt Recherche		263
Autres	(136)	213
Charge d'impôt	(1 768)	115

* Y compris amortissement déductible des goodwill.

Les déficits reportables, correspondant à des actifs d'impôts différés non comptabilisés, sont de 12 723 K€ dont 8 261 K€ provenant de RADIAL SA et 4 462 K€ de RADIAL Ltd. Ces déficits sont reportables sans limitation de durée.

24.2 Charge d'impôt

En K€	2003	2004
Impôts exigibles	(1 098)	1 357
Impôts différés	(670)	(1 473)
Total impôts	(1 768)	(116)

Les impôts différés proviennent essentiellement des différences temporaires et de produits d'impôts non activés antérieurement.

Rapport

des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2004

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la Société RADIAL SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 225-235, alinéa 2, du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la Société pour l'évaluation des stocks et en-cours et des impôts différés actifs telles que respectivement décrites dans les notes 2.3. et 2.6. de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier le caractère raisonnable des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces éléments et à revoir les calculs effectués par la Société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications spécifiques

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Antony et La Défense, le 25 avril 2005

Christian COMERMAN

MAZARS & GUERARD
Denis GRISON

Comptes sociaux

BILAN au 31 décembre 2004
Actif (en K€)

	31/12/03	31/12/04		
		Bruts	Amt & prv	Nets
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles	442	4 044	3 804	240
Brevets, licences	120	3 476	3 275	201
Logiciels	322	498	459	39
Fonds commercial		70	70	
Immobilisations corporelles	14 493	76 784	64 760	12 024
Terrains	760	444		444
Constructions	4 940	13 499	9 285	4 214
Installations techniques	7 030	56 900	51 316	5 584
Autres immobilisations	958	5 148	4 159	989
Immobilisations en cours	613	615		615
Avances et acomptes	192	178		178
Immobilisations financières	24 200	27 008	2 049	24 959
Participations	24 046	26 893	2 049	24 046
Autres titres immobilisés	92	6		6
Autres immobilisations financières	62	109		109
Total actif immobilisé	39 135	107 836	70 613	37 223
Actif circulant				
Stocks et en-cours	32 284	45 071	15 401	29 670
Matières premières et approvisionnements	21 300	30 482	12 614	17 868
En-cours de biens et services	3 708	3 356		3 356
Produits intermédiaires et finis	7 276	11 233	2 787	8 446
Créances clients et rattachés	28 489	27 542	11	27 531
Autres actifs	12 805	11 695		11 695
Avances et acomptes sur commande	61	37		37
Autres créances	11 259	9 870		9 870
Charges constatées d'avance	616	585		585
Ecart de conversion actif	869	1 203		1 203
Trésorerie	7 805	13 992	601	13 391
Actions propres	863	6 745	601	6 144
Autres valeurs	6 427			
Disponibilités	515	7 247		7 247
Total actif circulant	81 383	98 300	16 013	82 287
Total actif	120 518	206 136	86 626	119 510

Passif (en K€)	31/12/03	31/12/04
Capitaux propres		
Capital	3 381	3 381
Prime d'émission, fusion apport	21 179	21 179
Réserve légale	338	338
Réserves statutaires et contractuelles	65 179	65 179
Réserves réglementées	4 164	4 164
Report à nouveau	(6 276)	(10 007)
Résultat de l'exercice	(3 640)	370
Subvention d'investissement		
Provisions réglementées	3 313	2 269
Total capitaux propres	87 638	86 873
Provisions		
Pour risques	2 580	3 145
Pour charges	1 220	1 271
Total provisions	3 800	4 416
Dettes		
Dettes financières	2 456	6 642
Emprunts et dettes établissements de crédit	217	152
Emprunts et dettes financières	2 239	6 490
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 054	13 639
Autres dettes	7 571	7 940
Avances et acomptes sur commandes	48	26
Dettes fiscales et sociales	6 931	7 217
Dettes immobilisations et comptes rattachés	275	381
Autres dettes	64	74
Ecart conversion passif	253	242
Total dettes	29 080	28 221
Total passif	120 518	119 510

COMPTE DE RESULTAT au 31 décembre 2004

(en K€)

	2003	2004
Produits d'exploitation		
Ventes de production	96 798	115 479
Ventes de services	512	735
Montant du chiffre d'affaires	97 310	116 214
Production stockée	340	967
Production immobilisée	388	167
Subventions d'exploitation	83	
Reprises de provisions, amortissements, transfert de charges	5 445	1 578
Autres produits	573	654
Total produits d'exploitation	104 139	119 580
Charges d'exploitation		
Achats matières et approvisionnements	35 354	41 670
Variation de stocks	(392)	2 275
Autres achats et charges externes	26 357	29 377
Impôts, taxes	2 832	3 414
Salaires	26 781	26 564
Charges sociales	10 523	10 796
Dotations		
aux amortissements immobilisations	6 752	5 770
aux provisions actifs circulants	18	1 504
aux provisions risques charges	550	169
Autres charges	296	322
Total charges d'exploitation	109 071	121 861
Résultat d'exploitation	(4 932)	(2 281)
Produits financiers		
Produits financiers	1 572	2 989
Différence positive de change	1 466	1 010
Total produits financiers	3 038	3 999
Charges financières		
Charges financières	2 182	1 578
Différence négative de change	1 845	1 943
Total des charges financières	4 027	3 521
Résultat financier	(989)	478
Résultat courant avant impôts	(5 921)	(1 803)
Produits exceptionnels	6 003	4 793
Charges exceptionnelles	4 003	2 883
Résultat exceptionnel	2 000	1 910
Impôts sur les bénéfices	(281)	(263)
Résultat net	(3 640)	370

Annexe

sur les comptes sociaux

Faits significatifs

Après plusieurs années d'activité en baisse, RADIAL a poursuivi le redressement de ses comptes. 2004 présente ainsi un chiffre d'affaires en forte croissance et un résultat net légèrement positif.

Toutefois, en raison notamment d'effets de devises encore défavorables et de provisions sur actif circulant, le résultat d'exploitation reste légèrement négatif.

Parmi les événements significatifs, le Groupe a procédé à la cession de son siège social de Rosny-sous-Bois et a lancé, en décembre 2004, un plan de sauvegarde pour l'emploi touchant huit postes de travail essentiellement sur le site de Voreppe.

Tout comme en 2003, la tendance a été à l'amélioration continue de l'exploitation et du bilan.

La trésorerie est également en nette amélioration.

1. Principes comptables

Les comptes sociaux de la Société RADIAL sont établis suivant les prescriptions du Plan Comptable Général 1999, homologué par l'arrêté du 22 juin 1999. Les règles et méthodes comptables appliquées sont identiques à celles de l'exercice précédent.

2. Principes et méthodes d'évaluation

2.1 Principe d'évaluation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Pour les immobilisations qui le justifient, elles sont enregistrées à leur valeur d'apport à la date d'entrée.

2.2 Dépenses de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont enregistrés en totalité en charges de l'exercice.

2.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont amorties de façon linéaire sur des durées comprises entre 1 an et 5 ans.

2.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire, sur la base des durées suivantes :

- constructions : 20 ans
- équipements techniques et industriels : 3 à 7 ans
- autres immobilisations corporelles : 5 à 10 ans

2.5 Titres de participation

Les titres de participation sont valorisés au coût d'acquisition. Si cette valeur est supérieure à la valeur d'usage, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence. La valeur d'usage est la quote-part de capitaux propres que les titres représentent, le cas échéant, corrigée pour tenir compte des perspectives de développement et des résultats.

2.6 Stocks et en-cours

Les stocks de matières et composants achetés sont principalement valorisés selon la méthode du coût d'obsolescence. Les risques d'obsolescence sont estimés sur la base des consommations historiques et des prévisions d'écoulement lorsqu'elles sont disponibles. Les produits dont les durées d'écoulement sont comprises entre 12 et 24 mois sont provisionnés à 30 %. De 24 à 36 mois, la provision est de 70 %, de 36 à 48 mois, de 80 % et de plus de 48 mois, de 90 %.

au-dessus de 36 mois, le taux est de 95 %. Les produits n'ayant aucune durée d'écoulement sont provisionnés à 100 %. Les produits nouveaux ou rattachés à un contrat client spécifique ne sont pas provisionnés. Lorsqu'un risque particulier est identifié, une provision adéquate est constituée. En outre, un coefficient de pondération ou d'accélération est appliqué à ces taux de dépréciation suivant divers critères techniques et commerciaux (phase de vie du produit, marché à évolution technologique rapide...).

2.7 Créances et dettes

Les créances et dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale et sont revalorisées au taux de clôture en cas de nécessité. Les créances sont dépréciées par voie de provision en cas de risque de non-recouvrement. La Société a recours à l'assurance-crédit pour limiter les impayés.

2.8 Valeurs mobilières de placement, titres auto-détenus et trésorerie nette

Les valeurs de placement et disponibilités nettes sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition et de leur valeur de marché.

Les actions auto-détenues sont destinées soit à l'animation du cours de bourse, soit à servir des plans de stocks-options. La valeur de marché de ces actions est basée sur la moyenne des cours de bourse du dernier mois.

La trésorerie nette est constituée des titres auto-détenus, des VMP nettes de provisions et des disponibilités, déduction faite des découverts et lignes à court terme.

2.9 Provisions pour risques et charges

2.9.1 Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Les indemnités pour fin de carrière dues aux salariés français, évaluées à partir d'une simulation actuarielle sont prises en charge dans les comptes de l'entreprise. La gestion de ces engagements est partiellement confiée à une compagnie d'assurances, le complément étant enregistré en provision pour risques et charges

2.9.2 Autres provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en-cours rendent probables.

2.10 Instruments financiers

Le Groupe utilise des couvertures d'assurance ou des instruments financiers pour gérer et réduire ou limiter son exposition aux risques de variation des cours de change et de taux d'intérêt le cas échéant ; les pertes et profits liés à ces opérations sont comptabilisés en opérations financières.

3. Autres informations

3.1 Modifications ou changements de méthodes

Les comptes 2004 ont été arrêtés dans le strict respect des méthodes passées.

3.2 Evolution des titres de participation

Il n'y a eu aucune variation de périmètre en 2004.

3.3 Eléments postérieurs à la clôture

Le Groupe précise qu'aucun événement postérieur à la clôture des comptes 2004 et intervenant avant la date du Conseil de Surveillance statuant sur ces derniers n'a eu lieu.

Notes

sur les comptes sociaux

1. Evolution des immobilisations corporelles

En K€	31/12/03	Acquis	Transferts	Cessions	31/12/04
Terrains	760			(316)	444
Constructions	16 209	343	(82)	(2 971)	13 499
Immobilisations techniques	57 080	2 631	143	(2 954)	56 900
Autres immobilisations	5 066	338	84	(340)	5 148
Immobilisations en cours	613	408	(406)		615
Avances et acomptes	192	178		(192)	178
Total	79 920	3 898	(261)	(6 773)	76 784

En décembre 2004, RADIALL a vendu le terrain et l'immeuble de son siège social. La valeur brute enregistrée pour cette cession est de 2 725 K€. En contrepartie, la Société s'est engagée dans un bail de location pour ces mêmes locaux, par un contrat commercial simple sans option d'achat. La société a signé un engagement ferme de location pour une durée minimum de 6 ans.

En 2004, les investissements sont supérieurs à 2003 (+ 30 %) tout en restant à un niveau peu élevé.

2. Evolution des amortissements des immobilisations corporelles

En K€	31/12/03	Augmentation	Diminution	31/12/04
Constructions	11 269	777	(2 761)	9 285
Immobilisations techniques	50 050	4 267	(3 001)	51 316
Autres immobilisations	4 108	342	(291)	4 159
Total	65 427	5 386	(6 053)	64 760

3. Evolution des immobilisations financières

En K€	31/12/03	Augmentation	Diminution	31/12/04
Titres de participation	26 893			26 893
Autres titres	92		(86)	6
Autres immobilisations financières	62	55	(8)	109
Total brut	27 047	55	(94)	27 008
Provisions pour dépréciation des titres de participations	(2 847)	(124)	922	(2 049)
Total	24 200	(69)	828	24 959

4. Evolution des stocks

En K€	31/12/03	31/12/04	Variation
Matières premières et approvisionnements	32 758	30 482	(2 276)
En-cours de biens et services	3 708	3 356	(352)
Produits intermédiaires et finis	9 914	11 233	1 319
Total des valeurs brutes	46 380	45 071	(1 309)
Provisions matières premières et approvisionnements	11 458	12 614	1 156
Provisions produits finis	2 638	2 787	149
Total des provisions	14 096	15 401	1 305
Total des valeurs nettes	32 284	26 670	(2 614)
% de provisions	30,4	34,2	

5. Créances clients et comptes rattachés

Ce poste correspond au montant des créances clients et effets reçus, ce dernier poste incluant les effets à échéance pour un montant de 1 896 milliers d'euros. Les échéances de ces postes sont inférieures à 1 an.

5bis. Détail des autres créances

En K€	31/12/03			31/12/04		
	-1 an	+1 an	Total	-1 an	+1 an	Total
Carry back		7 125	7 125		7 125	7 125
Impôt Société	66	835	901	761	415	1 176
Autres créances sur l'Etat	3 066		3 066	1 307		1 307
Compte de régularisations diverses	1 713		1 713	2 087		2 087
Total	4 845	7 960	12 805	4 155	7 540	11 695

La créance d'impôt Société à plus d'un an correspond au crédit d'impôt recherche encaissable dans 3 ans et à diverses retenues à la source qui demeureront imputables sur les impôts futurs.

6. Inventaire de valeurs mobilières de placement

Placement en SICAV de Trésorerie 5 097 K€

Actions RADIALL auto-détenues :

- actions propres selon le contrat d'animation 401 K€ soit 6 882 titres
- actions propres pour options d'achat : 1 247 K€ soit 10 799 titres

Au 31 décembre ces actions ont été dépréciées sur la base de la valeur moyenne du cours de bourse du mois de décembre, soit un total de 601 K€.

7. Evolution des capitaux propres

En K€

Capitaux propres au 31/12/2003	87 638
Exit taxe	(91)
Variation des provisions réglementées	(1 044)
Résultat 2004	370
Capitaux propres au 31/12/2004	86 873

Le capital social de la Société n'a pas subi de changement en 2004. Il s'élève à 3 381 268 € pour 2 217 960 actions sans valeur nominale.

Au 31 décembre 2004, les plans d'options de souscription en cours sont les suivants :

	Nombre d'actions
• Ouvertes au 01/01/2004	14 700
• Ouvertes dans l'année	0
• Exercées dans l'année	0
• Devenues caduques	0
• Ouvertes au 31/12/2004	14 700

Les actions nominatives détenues par le même titulaire depuis plus de 4 ans, bénéficient du droit de vote double.

7bis. Structure du capital

	31/12/04		31/12/03	
	% actions	% droit de vote	% actions	% droit de vote
Société d'investissement RADIAL*	27,0	31,6	27,9	32,9
HODIAL*	33,4	39,5	32,8	38,4
Pierre GATTAZ	12,0	14,0	12,4	13,4
Public et divers**	27,6	14,9	26,9	15,3

* Holdings regroupant les intérêts des familles GATTAZ dans RADIAL.

** Les actions recensées détenues directement ou indirectement par le personnel représentent moins de 0,2 % du total.

Les actions nominatives détenues par le même titulaire depuis plus de 4 ans, bénéficient du droit de vote double.

Au 31 décembre 2004, RADIAL détenait, au titre du contrat d'animation et d'options d'achat, 17 681 actions soit 0,79 % du capital.

8. Les provisions

En K€	31/12/03	Augmentations	Reprises	Devenue sans objet	31/12/04
Amortissements dérogatoires	3 313	613	(1 657)		2 269
Total	3 313	613	(1 657)		2 269
Risques de change	869	1 203	(869)		1 203
Risques techniques et commerciaux	1 053	107	(432)	(20)	708
Risques divers ⁽¹⁾	658	913	(337)		1 234
Total provisions pour risques	2 580	2 223	(1 638)	(20)	3 145
Indemnités de fin de carrière	1 220	51			1 271
Total provisions pour charges	1 220	51			1 271

(1) La provision pour risques divers inclut une dotation pour un plan de sauvegarde de l'emploi de 904 K€ dont la réalisation interviendra début 2005.

8bis. Indemnités de départ à la retraite

Hypothèses	2003	2004
1) Age de départ à la retraite	63	63
2) Taux d'évolution des salaires	3 %	2,8 %
3) Taux d'inflation	2 %	2 %
4) Taux de rendement du fonds collectif	4,5 %	4,5 %
5) Turnover	2,5 %	3,5 %
Engagement total en K€	2 676	2 760
Engagements confiés à une compagnie d'assurance	1 456	1 489
Engagements passés en provisions pour risques et charges	1 220	1 271

6) Table de mortalité TV88/90

7) Modalité de départ : 100 % sur l'initiative du salarié

9. Echancier des dettes

En K€	31/12/03			31/12/04		
	-1 an	+1 an	Total	-1 an	+1 an	Total
Emprunts et dettes						
auprès des établissements de crédit	217		217	152		152
Dettes financières diverses	46	267	313	0	534	534
Comptes courants Groupe	1 926		1 926	5 956		5 956
Effets à payer	2 415		2 415	1 947		1 947
Fournisseurs	16 914		16 914	12 073		12 073
Avances et acomptes	48		48	26		26
Dettes fiscales et sociales	6 930		6 930	7 219		7 217
Autres	317		317	316		316
Total	28 813	267	29 080	27 687	534	28 221

10. Charges à payer et produits à recevoir compris dans les postes de bilan

Les charges à payer et produits à recevoir, compris dans les postes de bilan, ne sont ni de caractère significatif, ni exceptionnel, et ne présentent pas de variation particulière d'une année sur l'autre.

11. Eléments concernant les entreprises liées

En K€	31/12/03	31/12/04
Participations (montant bruts)	26 893	26 893
Créances clients et comptes rattachés	15 825	14 493
Autres créances	14	15
Emprunts et dettes financières diverses (comptes courants)	(1 809)	(5 719)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(5 802)	(2 870)

12. Engagements hors bilan

L'entreprise, dans le cadre de sa politique de couverture contre l'exposition aux risques de change à mis en place les opérations suivantes au 31 décembre 2004 :

- ventes à terme fermes €//\$: 1 000 K\$ au cours moyen de 1,205
- ventes à terme optionnelles €//\$: 7 500 K\$ au cours moyen de 1,257

Ces ventes à terme ont une échéance inférieure à 1 an.

La valeur de ces contrats au 31 décembre 2004 est évaluée à + 46 354 €.

L'entreprise, dans le cadre de sa politique de couverture contre l'exposition aux risques de taux et afin de couvrir les échéances du crédit-bail (cf note §1) a mis en place l'opération suivante au 31 décembre 2004 :

- échange de conditions d'intérêts : Swap jusqu'au 1^{er} janvier 2012 entre Euribor 12 mois et Euribor 3 mois avec plafond à 3 % et barrière désactivante à 4,65 % sur un montant de 1 450 K€ (amortissable linéairement de 200 K€ annuellement jusqu'au 1^{er} janvier 2012)

Une subvention de 100 K€ a été accordée par RADIAL SA à la Société RVC en 2002.

Celle-ci doit être remboursée en cas de "retour à meilleure fortune" dans un délai de 5 ans.

Engagements de crédit-bail

En K€	- 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans	31/12/04
Crédit-bail immobilier ⁽¹⁾	138	622	405	1 165

(1) Concerne l'établissement de Château-Renault (37).

13. Chiffre d'affaires

En K€	2003	2004
France	30 745	34 931
Avec les entreprises liées		
Autres	30 745	34 931
International	66 565	81 283
Avec les entreprises liées	47 199	56 515
Autres	19 366	24 768
Total	97 310	116 214

14. Autres achats et charges externes

Ce poste inclut entre autres les charges de sous-traitance pour un montant de 5 499 K€ (en augmentation de 27 % par rapport à 2003) et les charges d'intérimaires pour un montant de 4 342 K€ (en augmentation de 17 % par rapport à 2003).

Les commissions sur ventes passent également de 1 562 K€ à 2 275 K€ soit une augmentation de 46 %. L'évolution des autres charges est relativement stable.

15. Frais de personnel

Les effectifs moyens de 2004 (1 000 personnes) sont stables par rapport à l'année 2003 (989 personnes). Il en est de même pour la masse salariale qui n'enregistre pratiquement pas d'évolution.

15bis. Rémunérations des mandataires sociaux

En €	Fonction	Rémunérations nettes ⁽¹⁾⁽²⁾	Jetons de présence ⁽²⁾
Monsieur Yvon GATTAZ	Président du Conseil de Surveillance	92 960	3 333
Monsieur Didier LOMBARD	Membre du Conseil de Surveillance		3 333
Monsieur Robert PAPIN	Membre du Conseil de Surveillance		3 333
Monsieur Pierre GATTAZ	Président du Directoire	137 084	
Monsieur P. Michel CHURG	Membre du Directoire	101 695	
Monsieur André HERNANDEZ	Membre du Directoire	37 174	

(1) Avantages en nature compris.

(2) Versés par RADIALL SA .

16. Reprise sur amortissements, provisions et transferts de charges

Ce poste correspond à des reprises de provisions pour dépréciation de comptes clients (39 K€), des reprises de provisions sur immobilisations corporelles (125 K€), des reprises de provisions pour risques et charges, des transferts de charges (1 328 K€) et des dépréciations de stocks devenus obsolètes (188 K€).

17. Autres produits de gestion

Ce poste relativement stable n'appelle pas de commentaire.

18. Résultat financier

Le résultat financier est principalement constitué des dividendes encaissés des filiales pour 612 K€ et de reprises de provisions sur risques financiers pour 624 K€. Globalement l'entreprise a constaté une perte de change nette de 933 K€.

19. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est principalement constitué du montant net des plus-values réalisées sur la cession d'immobilisations soit 1 909 K€, (dont le siège social pour 1 845 K€ réalisé en décembre 2004) et de reprises nettes d'amortissements dérogatoires pour 1 044 K€. L'entreprise a aussi constitué une provision exceptionnelle de 904 K€ couvrant un plan de restructuration annoncé fin 2004 et mis en œuvre au début de 2005.

20. Participation des salariés

Il n'y a pas cette année de participation des salariés aux fruits de l'expansion.

21. Impôts société

L'entreprise a enregistré cette année un crédit d'impôt recherche d'un montant de 263 K€. L'entreprise dispose d'un crédit d'impôt non activé de 8 261 K€ au titre de ses reports déficitaires.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

En K€	Avant impôts	Après impôts
Résultat courant	(1 803)	(1 540)
Résultat exceptionnel	1 910	1 910
Impôts sur les bénéfices	263	0
Résultat	370	370

22. Eléments susceptibles d'alléger ou d'accroître la dette future d'impôts de RADIALL

En K€	31/12/03	Augmentation	Diminution	31/12/04
Provisions réglementées et charges à réintégrer ultérieurement				
- Amortissements dérogatoires	3 313	613	(1 647)	2 269
- Subventions d'investissement	1		(1)	
Base impôts futurs	3 314	613	(1 658)	2 269
Charges non déductibles fiscalement dans l'année				
- Provisions et charges non déduites temporairement	3 784	2 285	(1 656)	4 413
- ORGANIC	126	186	(126)	186
- Participation				
Base impôts payés d'avance	3 910	2 471	(1 782)	4 499
Economie fiscale future (sur la base d'un impôt à 34,32 %)	211			800

23. Effectifs

L'effectif au 31 décembre a évolué comme suit :

En K€	31/12/03	31/12/04
Employés/ouvriers	558	555
Techniciens/agents maîtrise	241	236
Cadres et direction générale	196	209
Total	995	1 000

24. Recherche et Développement

Le montant des dépenses de Recherche et Développement pour 2004 s'est élevé à 10 098 K€.

Tableau des filiales et des participations au 31 décembre 2004

En K€	Capital (1)	Réserve report à nouveau (1)	% capital détenu	Valeur comptable titres		CA HT exercice 2004 (2)	Résultat net 2004 (2)	Dividendes encaissés par RADIALL SA
				Brut	Net			
FRANCE								
RADIALL VENTURES CAPITAL	1 000	(30)	80,00	876	653	0	(154)	
ETRANGER								
RADIALL GmbH (RFA)	486	271	100,00	229	229	12 594	778	
RADIALL ELETTRONICA Srl (ITALIE)	257	3 918	100,00	596	596	9 900	1 217	
RADIALL B.V. (HOLLANDE)	16	1 888	100,00	11	11	4 527	371	
RADIALL A.B. (SUEDE)	33	21	100,00	47	47	840	274	272
RADIALL AMERICA (USA)	11 380	5 175	100,00	13 527	13 527	0	0	
RADIALL ELECTRONICS ASIA Ltd (HONG KONG)	28	404	55,00	18	18	3 941	523	
RADIALL DO BRASIL COMPONENTES EL. LTDA (BRESIL)	123	(197)	99,37	683	375	162	71	
RADIALL Ltd (UK)	3 169	3 211	100,00	4 521	4 521	9 661	656	
RADIALL PROTECTRON Ltd (INDE)	337	624	51,00	274	274	1 875	232	
NIHON RADIALL KK (JAPON)	179	673	65,00	116	116	1 855	(676)	
SHANGHAI RADIALL ELECTRONICS CO. Ltd (CHINE)	5 444	(2 275)	71,00	5 994	4 476	19 221	1 888	340
RADIALL INTERNATIONAL (HONG KONG)	1	122	100,00	1	1	6 084	(83)	

(1) Pour les filiales étrangères, les montants en devises locales ont été convertis au taux de clôture.

(2) Pour les filiales étrangères, les montants en devises locales ont été convertis au taux moyen de l'exercice.

Principales devises utilisées

	Taux de clôture €	Taux moyen €
Dollar	1,3621	1,2433
Dollar Hong Kong	10,5881	9,6836
Livre sterling	0,7051	0,6786
Couronne suédoise	9,0206	9,1250
Roupie indienne	59,4000	56,3243
Yen	139,6500	134,3984
Yuan	11,2734	10,2928
Réal	3,6137	3,6336

Résultats financiers

de la société au cours des cinq derniers exercices

En €	2000	2001	2002	2003	2004
Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	3 381 268	3 381 268	3 381 268	3 381 268	3 381 268
b) Nombre d'actions émises	2 217 960	2 217 960	2 217 960	2 217 960	2 217 960
Résultat global des opérations effectives					
a) CA hors taxes	146 338 938	131 112 266	92 767 685	97 310 065	116 214 433
b) Bénéfice avant impôt, participation, amortissement et provision	22 791 007	15 028 546	(835 764)	(3 259 617)	5 453 708
c) Impôts sur les bénéfices	5 517 853	(2 624 570)	(4 942 410)	(281 010)	(262 508)
d) Bénéfice après impôt avant participation, amortissement et provision	17 273 154	17 653 116	4 106 646	(2 978 607)	5 716 216
e) Résultat net	9 588 552	(614 137)	(8 563 838)	(3 639 765)	369 674
f) Montant des dividendes distribués	2 063 638				1 108 980*
Résultat réduit à une seule action					
a) Résultat après impôt avant amortissement et provision	7,31	7,96	1,85	(1,34)	2,46
b) Résultat après impôt, participation, amortissement et provision	4,32	(0,28)	(3,86)	(1,64)	2,28
c) Dividende versé par action	0,94				0,50*
Personnel					
a) Salariés (effectif moyen)	1 112	1 246	1 106	989	1 000
b) Masse salariale	27 233 799	31 422 668	30 116 915	26 781 434	26 564 225
c) Sommes versées en avantages sociaux	10 712 091	12 018 893	11 258 980	10 404 080	10 512 092

* Sous réserve d'approbation par l'AGO du 24 mai 2005.

Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2004

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2004, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société RADIALL S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 225-235, du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la Société pour l'évaluation des titres de participation et des stocks et en-cours telles que décrites respectivement dans les notes 2.5. et 2.6. de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier le caractère raisonnable des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces éléments et à revoir les calculs effectués par la Société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Antony et La Défense, le 25 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Christian COMERMAN

MAZARS & GUERARD
Denis GRISON

Rapport spécial

des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2004

Mesdames, Messieurs ,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions autorisées au cours de l'exercice

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L 225-86 du Code de Commerce.

Convention approuvée au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, approuvée au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

- ***Convention de prestations de services avec la société HODIALL***

Convention entre la société HODIALL et RADIAL SA ayant fait l'objet d'une actualisation sur l'exercice 2004 (avenant n° 8). La société HODIALL s'engage envers RADIAL SA à lui fournir son assistance et ses conseils dans l'accomplissement des opérations suivantes : stratégie du Groupe, services financiers et fiscaux, gestion et communication financière, animation sociale, assistance juridique, secrétariat juridique, services administratifs et gestion des programmes d'assurance.

La rémunération prise en charge par votre Société au titre de ces prestations s'élève à 652 000 € pour l'année 2004.

Fait à Antony et La Défense, le 25 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Christian COMERMAN

MAZARS & GUERARD
Denis GRISON

Rapport spécial

du Directoire sur les options de souscription d'actions

Conformément aux dispositions de l'article L 225-184 du Code de Commerce visant l'attribution d'options de souscriptions au bénéfice des salariés et dirigeants, nous vous informons que, durant l'exercice 2004, le Directoire n'a accordé aucune option d'achat ou de souscription d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux.

Projet de résolutions

Résolutions relevant de la compétence d'une Assemblée Générale Ordinaire

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les Assemblées Ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes sociaux annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2004 tels qu'ils ont été établis et présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les Assemblées Ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Président du Conseil de Surveillance et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2004 tels qu'ils ont été établis et présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les Assemblées Ordinaires, donne aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance, quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les Assemblées Ordinaires, donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mission de vérification et de contrôle au cours du même exercice.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les Assemblées Ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par l'article L 225-86 du Code de Commerce, prend acte de ce rapport et approuve les opérations qui en font l'objet.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les Assemblées Ordinaires, après avoir donné lecture du rapport spécial du Directoire sur les plans d'options mis en œuvre durant l'exercice 2004, prend acte qu'aucune attribution d'options n'a été décidée par le Directoire.

SIXIEME RESOLUTION

Conformément à l'article 39 de la loi de finances rectificative pour 2004 (N°2004-1485 du 30.12.2004), les dotations à la réserve des plus-values à long terme sont supprimées. Les sommes portées à la réserve spéciale doivent être virées à un autre compte de réserve, sur lequel une taxe exceptionnelle de 2,5 % doit être prélevée en priorité.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les Assemblées Ordinaires, connaissance prise du rapport de gestion du Directoire, prend acte que la taxe exceptionnelle sur les plus-values à long terme, s'élevant à 91 585,25 €, a été comptabilisée, au 31 décembre 2004, dans l'attente de la décision d'affectation de l'Assemblée Générale, en contrepartie du Report à Nouveau débiteur, lequel compte de Report à Nouveau débiteur a, ainsi, été porté d'un montant de 9 915 335,69 € à 10 006 920,94 €.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les Assemblées Ordinaires, décide, en application des dispositions législatives rappelées à la sixième résolution supra, d'une part, que toutes les sommes figurant dans la réserve spéciale des plus-values à long terme, soit un montant de 4 163 409,42 € sont transférées dans la réserve générale qui est portée de 65 179 288,41 € à 69 342 697,83 € et, d'autre part, de prélever la somme de 91 585,25 € sur la même réserve générale. En conséquence de la décision ci-dessus et de la comptabilisation au 31 décembre 2004 visée à la sixième résolution supra, l'Assemblée Générale constate que la réserve générale est ramenée de 69 342 697,83 € à 69 251 112,58 € et que le Report à Nouveau débiteur est ramené d'un montant de 10 006 920,94 € à un montant de 9 915 335,69 €.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les Assemblées Ordinaires, décide d'affecter le résultat de l'exercice 2004 comme suit :

Bénéfice de l'exercice 2004.	369 673,68 €
Report à nouveau débiteur	(9 915 335,69) €
	<hr/>
Soit un montant de	(9 545 662,01) €
affecté en totalité en diminution de la Réserve Générale à hauteur de	(9 545 662,01) €
Le montant de la réserve générale devient :	
69 251 112,58 - 9 545 662,01 =	59 705 450,57 €

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les Assemblées Ordinaires, décide de distribuer un dividende de 0,50 € (cinquante centimes d'euro) par action, soit un montant de 1 108 980,00 € (un million cent huit mille neuf cent quatre vingt euros)⁽¹⁾, le nombre d'actions existantes étant de 2 217 960 (deux millions deux cent dix sept mille neuf cent soixante). Ce dividende est prélevé sur la réserve générale qui s'élève à 59 705 450,57 € après affectation du résultat, et passe à 58 596 470,57 € après la distribution des dividendes.

(1) Sous réserve de l'imputation en réserve générale des dividendes des actions qui seraient détenues par la Société au moment du paiement.

Les dividendes seront mis en paiement le 1^{er} juin 2005.

L'Assemblée Générale prend acte qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des trois exercices précédents.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les Assemblées Ordinaires, autorise le Directoire, conformément à l'article L 225-209 du Code de Commerce, à procéder à d'éventuels achats d'actions RADIALL, dans la limite de 5 % du capital social y compris en intégralité sous forme de blocs de titres, aux fins :

- d'animation du cours de bourse par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI reconnue par l'AMF.

Le prix maximum d'achat par action ne devra pas excéder 100 euros. Le prix de revente minimum par action sera de 40 euros. Le montant maximum des fonds que la Société pourra consacrer au programme de rachat d'actions est de 11 089 800 euros.

Cette autorisation d'achat est donnée pour une durée maximum de 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale. Elle annule et remplace, pour la partie non utilisée, l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 19 mai 2004.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au Directoire qui pourra déléguer lesdits pouvoirs pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, effectuer toutes déclarations, remplir toutes formalités et d'une manière générale faire le nécessaire.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte des opérations effectuées par les dirigeants sur les titres de la Société.

DOUZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les Assemblées Ordinaires, décide d'allouer aux membres du Conseil de Surveillance, en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme annuelle globale de quinze mille (15 000) euros pour l'exercice 2004.

La répartition de cette somme globale entre ses membres incombe au Conseil de Surveillance lui-même.

TREIZIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée pour effectuer les dépôts et publications prévus par la loi.

Organes sociaux

Conseil de Surveillance

Yvon GATTAZ	Président du Conseil de Surveillance
Bruno GATTAZ	Vice-Président
Geneviève GATTAZ	
Didier LOMBARD	
Robert PAPIN	

Directoire

Pierre GATTAZ	Président du Directoire
P. Michel CHURG	Directeur Général Adjoint
André HERNANDEZ	Directeur de Division (Antennes & Cordons)

Comité de Direction

Pierre GATTAZ	Président du Directoire
P. Michel CHURG	Directeur Général Adjoint
Denis BLEY	Directeur Financier
Dominique BUTTIN	Directeur de Division (Multicontact & Commutation)
André HARTMANN	Directeur de Division (Coax)
André HERNANDEZ	Directeur de Division (Antennes & Cordons)
Michel MOLLES	Directeur Commercial
Jean-Pierre WILSCH	Directeur des Relations Humaines

Commissaires aux Comptes

MAZARS & GUERARD	Christian COMERMAN
Le Vinci - 4, allée de l'Arche 92075 Paris La Défense Cedex	8, allée du Ruisseau 92160 Antony

Suppléants

Yves ROBIN	Francis BASTIEN
-------------------	------------------------

Personne responsable de l'information

Denis BLEY	Tél. 01 49 35 35 35 denis.bley@radiall.com
-------------------	---

Notes

Cérémonie de remise du Trophée BOEING
Newport Beach - 23 mars 2005





RADIALL SA
101, rue Philibert Hoffmann
93116 Rosny-sous-Bois
Tél. + 33 1 49 35 35 35 - Fax + 33 1 48 54 63 63
www.radiall.com